



Canadian Study  
of Parliament Group

Groupe canadien  
d'étude des parlements

**Symbole c. substance : Théâtre, carrières politiques  
et comportement parlementaire au Canada**

par Kelly Blidook

Je souhaite remercier Matthew Byrne et Rodney Doody pour leur aide dans mes recherches et Stuart Soroka, pour les données qu'il m'a fournies sur la période des questions. Je remercie infiniment tous les députés et le personnel politique qui ont bien voulu prendre le temps de me faire part de leurs réflexions, à titre officiel ou privé.

Je remercie également les lecteurs anonymes pour leurs commentaires fort utiles dans la révision de cette étude.

Cette étude a été réalisée grâce à la subvention à la recherche James R. Mallory attribuée par le Groupe canadien d'étude des parlements.

**SUBVENTION À LA RECHERCHE JAMES R. MALLORY  
2008 - 2010**

Le samedi 24 octobre 2009, le *Globe and Mail* annonçait qu'il allait ajouter à son contenu en ligne le carnet Web de Jane Taber, Ottawa Notebook, avec notamment des « résumés de la période des questions » (A9).

« *Encore* la période des questions? », me suis-je dit.

Quelques jours plus tôt, le secrétaire parlementaire d'un des conservateurs au pouvoir m'avait déclaré que l'on n'arrivait à rien dans la période des questions et que c'était tant mieux.

Ce qui ne l'a pas empêché de me dire à la fin de l'entrevue qu'il devait aller se préparer pour la période des questions. Son ministre était absent et il devait... se préparer à monter au feu.

La période en question devait commencer deux heures plus tard environ.

---

La politique est pour l'essentiel une affaire de confrontation et de symboles. Au-delà de la simple nécessité du débat des politiques, il y a aussi celle d'un examen minutieux, d'une opposition et, bien entendu, d'une communication du processus au public. Les mass media jouent un rôle très important dans tous ces aspects en braquant leurs projecteurs sur le fonctionnement de l'État avec, cependant, souvent pour résultat que des questions mineures sont montées en épingle, que des politiciens déforment les initiatives de leurs adversaires et que l'on voit souvent des comportements destinés à attirer l'attention, quand ils ne confinent pas à l'indiscipline. Face à des partis et à leurs membres qui se livrent à de telles activités, le public, les médias et les députés eux-mêmes adoptent apparemment deux types de réaction courants. D'une part, il y a ceux qui semblent exhorter à plus de décorum, de courtoisie et de respect dans nos institutions politiques et, d'autre part, ceux qui se concentrent sur ces débordements mêmes et les renforcent par l'attention qu'ils leur accordent.

Cette étude portera essentiellement sur ce qui pousse les députés à adopter des comportements sans doute destinés principalement à retenir l'attention – souvent par des déclarations négatives –, plus qu'à traiter une question sur le fond ou à présenter des solutions à des problèmes. Elle se penchera sur les raisons qui motivent les choix de comportement des députés, plus précisément en cherchant à

savoir comment ils voient les perspectives d'avancement au sein de leur propre parti et au Parlement.

Pour comprendre les comportements destinés à attirer l'attention, il faut entre autres comprendre les mass media, car les médias jouent un rôle important, voire essentiel, pour ce qui est d'informer le public au sujet des acteurs politiques et de ce qui se passe au Parlement. Et il en est ainsi depuis bien des années. Parallèlement, les acteurs politiques savent que l'attention médiatique est nécessaire et ils semblent chercher des moyens de se maintenir sur la liste des priorités des médias. Les politiciens élus et les partis politiques visent à bénéficier d'autant de couverture – positive, s'entend – que possible et à la meilleure place qui soit (c.-à-d. à la une des journaux et en ouverture des informations télévisées). Cette couverture peut porter sur des réalisations et des positions sur des questions de politique, mais aussi sur des attaques contre les réalisations et les positions – ou leur absence – des partis politiques et des députés de l'opposition.

Les médias, de leur côté, font le lien entre le public et le politique – ils sont parfois considérés tout simplement comme un moyen de faire circuler l'information entre ces deux groupes. Or, il faudrait aussi les considérer comme une institution en soi qui contribue à modeler le discours et l'issue des questions politiques. On peut faire valoir qu'ils entretiennent avec les acteurs politiques une sorte de relation symbiotique. Autrement dit, la survie des uns dépend de celle des autres, et inversement. Le point de vue avancé dans les pages suivantes est que le rôle des médias dans la définition des normes des institutions politiques qu'ils couvrent est important en ceci qu'ils influencent les acteurs et les incitent à rechercher des occasions de répondre à leurs attentes. En prodiguant de l'attention aux députés dans certains domaines tout en les ignorant dans d'autres, et en étant à l'affût de certains types de comportement, les médias incitent le Parlement démocratiquement élu à s'adapter à cette demande particulière.

La période des questions (PQ), point de départ d'une grande partie de la couverture médiatique, est un des moments forts de la journée parlementaire. Tant sa nature même que sa couverture médiatique montrent qu'elle s'est transformée en un événement médiatique, malgré les doutes de quelques députés à cet égard

(p. ex. Chong, 2008, 2010; Chong *et al.*, 2010; Hill, 2010; Pearson, 2010). La PQ a une longue histoire au Canada, et beaucoup diraient qu'elle remplit souvent des fonctions démocratiques importantes. On y voit une occasion pour le pouvoir législatif de demander des comptes au gouvernement en l'interrogeant sur les mesures qu'il prend et en les examinant de près (Franks, 1987; Docherty, 1997, 2005; en dehors du Canada, voir également Chester et Bowring, 1962; Franklin et Norton, 1993). On lui prête un certain rôle dans la formulation des politiques (p. ex. Crimmins et Nesbitt-Larking, 1996; Howlett, 1998), et elle semble bien jouer un rôle de représentation important à la fois des intérêts partisans et des intérêts des circonscriptions (Penner *et al.*, 2006; Soroka *et al.*, 2009; Blidook et Kerby, à paraître). La PQ peut également être l'occasion pour les députés de montrer leurs aptitudes à leurs maîtres politiques, dans l'espoir que cela les servira dans des promotions futures (Atkinson, 1978).

Surtout, la PQ est aussi le moyen le plus courant pour les citoyens d'accéder à leur Parlement. Cela est vrai, en partie, parce que la PQ fournit des séquences rapides et offre des conflits évidents, et qu'elle est donc le moment le plus courant de la vie parlementaire à bénéficier d'une couverture médiatique (Smith, 2007; Soroka, 2002a, 2002b). Il arrive que les travaux des comités, les votes ou les échanges à la Chambre bénéficient d'une couverture médiatique, mais cela est rare et ne se produit normalement que lorsqu'il s'y passe quelque chose d'aussi théâtral qu'à la PQ<sup>1</sup>.

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les députés ont toujours pu interroger le gouvernement en place au Parlement, même si les règles ont beaucoup évolué en la matière au fil du temps et qu'elles n'ont été officiellement codifiées dans le Règlement de la Chambre qu'en 1964. Il a fallu attendre les années 1970, et que le Président de la Chambre James Jerome déclare qu'il en était ainsi, pour que le fait de poser des questions orales au gouvernement soit défini comme étant un « droit » des députés au lieu d'un simple privilège (O'Brien et Bosc, 2009).

---

<sup>1</sup> La comparution de Rahim Jaffer devant le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, en avril 2010, ou les travaux du Comité des comptes publics qui se penchait sur le « scandale des commandites » en 2004 en sont des exemples.

Pour certains, la présence de caméras de télévision à la Chambre est un des principaux facteurs qui influent sur le comportement des députés. Elles y ont fait leur apparition en 1977, à la fois pour téléviser les débats de la Chambre et pour mettre ces enregistrements à la disposition des médias d'information. La retransmission télévisée en direct des débats parlementaires est probablement considérée de manière générale, sinon universelle, comme une évolution globalement positive des pratiques démocratiques au Canada, mais il a également été dit que cette évolution s'accompagne d'effets négatifs.

[...] la plainte la plus fréquente étant peut-être que la période des questions a pris trop d'importance par rapport à l'ensemble des travaux. Certains estiment aussi que les députés ont tendance à poser pour la caméra dans l'espoir de paraître 15 secondes sur l'écran aux nouvelles du soir. (« Pleins feux sur les travaux de la Chambre », neuvième rapport du Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés, décembre 1989 – Cité dans O'Brien et Bosc, 2009).

Pendant longtemps, le Président de la Chambre a choisi à quels députés donner la parole pour qu'ils posent leurs questions, mais à présent, il suit généralement les indications des whips des partis (tout en gardant la latitude de décider lui-même), qui fournissent des listes de députés et précisent l'ordre dans lequel ils devraient prendre la parole (O'Brien et Bosc, 2009). En plus d'organiser chaque jour leurs questions, les partis et leurs chefs ont aussi intérêt à avoir l'air sur l'offensive, tout en essayant de mettre leurs adversaires sur la défensive. En septembre 2010, par exemple, le Parti libéral d'opposition a réarrangé les banquettes de la première rangée qu'il occupait afin de présenter un front d'attaque plus efficace contre les conservateurs au pouvoir (Taber, 2010). Par ailleurs, les médias laissent parfois entendre que certaines places sur les banquettes de la première rangée occupées par le gouvernement sont attribuées en fonction de la capacité d'un député de défendre le portefeuille à la Chambre.

L'aspect théâtral et médiatique de la PQ s'accroissant depuis quelques années, beaucoup lui reprochent de nuire au type de comportement auquel on

serait par ailleurs en droit de s'attendre de la part de l'organe législatif suprême du pays. Point de mire de la journée parlementaire pour les médias, elle ressemble parfois à une « guerre de tranchées » (Smith, 2007) ou elle a « simplement des allures de 'théâtre' » (Hill, 2010). Certains expliquent que les tentatives faites pour rendre l'instance plus civile et pour recentrer le propos sur la politique ont valu à leurs auteurs de se voir taxer de naïveté ou de voir les médias se désintéresser de ceux qui partaient à l'assaut de l'incivilité présumée de la PQ (Hill, 2010; Manning, 2010). D'après l'ancien leader du Parti conservateur à la Chambre Jay Hill, les précédentes tentatives pour rendre le débat plus civil et le recentrer sur le fond ont été abandonnées.

Après avoir conclu que si nous ne pouvions pas faire changer la Chambre alors que tellement de députés étaient nouveaux, il était très improbable qu'elle changerait un jour, et nous avons fini par abandonner. Nous voilà 17 ans plus tard, et la seule chose qui ait changé, c'est que la situation a encore empiré. (Hill 2010: 5) [traduction]

Depuis quelque temps, d'aucuns réclament des réformes – comme dans la motion des députés 517 présentée à la précédente législature (40<sup>e</sup>) qui demandait que tous les députés puissent poser plus de réelles questions et que les partis leur laissent plus de latitude en cela (Chong *et al.*, 2010). La motion, que la Chambre a adoptée, demandait aussi que l'on allonge le temps imparti à chacun (par opposition aux « clips » médiatiques) afin d'améliorer cette tribune.

Étant donné que la période des questions retient l'attention comme étant une tribune où le spectaculaire ou le symbolique font maintenant partie des normes de comportement, cette étude pose la question suivante : les députés sont-ils, en fait, guidés par une structure d'incitation qui accorde la priorité à des comportements *symboliques* – voire à des comportements qu'eux-mêmes ne trouvent guère intéressants – par rapport au débat de *fond*. La recherche menée ici se concentre sur les contextes, les comportements et les caractéristiques parlementaires que les députés eux-mêmes qualifient d'importants dans la promotion au sein de leur parti. Elle vise à voir et à comprendre dans quelle

mesure les députés estiment être récompensés pour être les *acteurs* de cette « guerre de tranchées » plutôt que des *parlementaires* ou des *décideurs*.

La question posée ici est importante pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les promotions sont un moyen d'avoir plus d'influence, et il s'agit donc de savoir si le régime parlementaire canadien attache ouvertement plus d'importance au symbole qu'à la substance dans le partage de l'influence. Être titulaire d'un portefeuille au sein d'un parti politique (porte-parole, membre du Cabinet ou secrétaire parlementaire) ne signifie certainement pas en soi qu'un député est influent, mais les titulaires de ces fonctions ont généralement plus d'influence que les autres. Les porte-parole de l'opposition se retrouvent souvent au Cabinet si leur parti est appelé à former le gouvernement. Dans la collecte des données pour ce projet de recherche, une des personnes interrogées – tout en soulignant que certains postes du parti sont attribués en fonction de considérations sexospécifiques et régionales, de même que par souci de représentativité – a déclaré ceci : « Oui, il y a une certaine influence sur le chef et votre influence se mesure à certains indicateurs, comme les interventions pendant la période des questions et le portefeuille de porte-parole. » (Entrevue du 21 avril 2010.)

Ensuite, la question est importante parce qu'elle touche à la confiance du public dans le gouvernement. Or, on note un recul de la confiance dans le gouvernement dans la plupart des démocraties occidentales et assurément au Canada (Pharr et Putnam, 2000). De plus, il semble bien que le mode de communication plus négatif des acteurs politiques y soit pour beaucoup (Ansolabehere et Iyengar, 1997). Il paraît évident, par ailleurs, que la couverture médiatique de la politique se concentre sur les interactions négatives, ce qui précipite aussi sans doute ce recul. Certains se demandent s'il faut voir dans le recul de la confiance un signe des temps plus qu'un échec institutionnel (Nevitte, 1996, Howe et Northrup, 2000), mais il y a lieu de croire que les comportements négatifs et symboliques en politique ont une incidence sur la confiance des citoyens dans le gouvernement.

De plus, la question est importante en raison de ses conséquences pour la satisfaction professionnelle et, par conséquent, pour le roulement volontaire des

députés. Car d'après des études récentes, dans cette culture parlementaire, on écarte ceux qui répondent à l'appel en espérant influencer sur les politiques pour leur préférer ceux dont les motivations sont partisanses (Kerby et Blidook, à paraître). Il est possible, si certains députés intéressés par la *res publica* estiment que leur rôle parlementaire est relégué à une politique partisane symbolique, qu'ils se sentent de moins en moins à leur place dans l'institution. Une telle situation fait probablement augmenter le roulement volontaire et éloigne sans doute le type de députés que l'institution ferait bien d'attirer, si l'élaboration des politiques doit faire partie de ses fonctions.

Enfin, la question est plus généralement révélatrice du type d'organe législatif qui est souhaitable. Ce qui suit attire en grande partie l'attention sur le débat à la Chambre des communes dont les propos sont de plus en plus soufflés et contrôlés par les partis. Si la Chambre des communes est effectivement de plus en plus considérée tout simplement comme un champ de bataille médiatique pour les partis politiques, au lieu d'une tribune politique où les partis comme les différents députés ont un véritable rôle à jouer, alors l'objet de l'organe législatif et le rôle de ses membres ne s'en trouveront que banalisés.

Après avoir exposé les raisons qui conduisent en général à des comportements partisans et symboliques, et certains des défis que pose la gouvernance démocratique, cette étude examinera les points de vue des députés canadiens sur la nature des comportements parlementaires et la structure d'incitation qui mène à des promotions au Parlement canadien.

### **Le « spectacle » politique**

L'argument avancé dans cette étude est que les acteurs politiques sont incités à donner à des actions symboliques la priorité sur des mesures concrètes. Cette étude cherche à déterminer de manière empirique si les acteurs politiques sont convaincus que les actions symboliques sont plus importantes pour l'avancement au sein de leur parti que les actions concrètes.

Cependant, même si certains des comportements qui en résultent peuvent rendre les citoyens et les médias cyniques à l'égard des élus fédéraux, les motifs



plus généraux de ces comportements ne sont pas nécessairement négatifs. En fait, il est possible que nous nous trouvions à l'intersection de deux forces potentiellement progressistes dans le développement des comportements politiques modernes et de la démocratie représentative, avec cependant pour résultat les comportements indésirables de parlementaires canadiens.

Premièrement, il est prouvé que, de manière générale, les citoyens ont moins l'esprit de parti et sont moins idéologisés (Dalton et Wattenberg, 2000; Dalton 2004), et leurs comportements dénotent un plus grand intérêt pour certaines questions et de nouvelles formes d'activité politique (Norris, 2003). Si nous voulons des citoyens plus engagés et plus critiques, ces tendances représentent un progrès dans ce sens.

Deuxièmement, les partis et les différents politiciens semblent – en apparence du moins – très au courant des intérêts des citoyens. D'après certaines études, les acteurs politiques et les gouvernements souhaitent manifestement comprendre – et montrer qu'ils partagent – les intérêts des citoyens (Soroka et Wlezien, 2010; mais voir Jacobs et Shapiro, 2000). Depuis quelques années, les sondages se multiplient au Canada, et les partis et les gouvernements y recourent beaucoup pour juger de l'intérêt du public (Hoy, 1989; Savoie, 1999).

Cependant, il y a non seulement la tendance au déclin de la déférence au Canada (Nevitte, 1996), mais aussi une tendance plus générale à la méfiance qui est évidente dans toutes les démocraties occidentales, comme nous le soulignons plus haut. Quand les partis essaient d'élargir, de maintenir et de consolider leurs appuis politiques, les tactiques souvent négatives employées semblent (parfois paradoxalement) démobiliser l'électorat et, plus généralement, entamer le soutien aux acteurs politiques (Ansolabehere et Iyengar, 1997). Il s'agit là, en partie, d'une fonction du scepticisme même (*culturel*) des citoyens et aussi du résultat des manœuvres des partis qui cherchent à tirer avantage de ce scepticisme en ayant des rapports conflictuels avec leurs adversaires politiques (*comportement élitaire* et peut-être *institutionnel*).

Les médias tendant à donner la priorité à des événements touchant à des conflits et à chercher à simplifier la nature de ces relations en évitant de relater

des détails importants du débat (Cappella et Jamieson, 1997), les acteurs politiques adaptent leurs comportements à cette forme de communication. Autrement dit, si l'on doit dresser du débat politique à l'intention de l'électorat un portrait simpliste et sensationnel, les décideurs élus prêteront moins attention aux détails de ce débat et viseront plus à faire ressortir les différences de position et, souvent, à mettre en avant les acteurs politiques eux-mêmes. Ce dernier élément prête à mettre davantage en évidence des failles éventuelles sans rapport avec une question donnée ou des différences de personnalité.

À l'époque actuelle, les partis politiques sont parfois considérés comme guère plus que des appareils de campagne. Il s'agit peut-être, en partie, d'une réponse des partis aux mass media, en ceci qu'ils ne voient guère d'intérêt à consacrer beaucoup de ressources à la formulation de politiques. Au Canada, les partis se distinguent ces toutes dernières décennies par une production de nouvelles politiques en net déclin (Canada, 1991: 13). Franks déclare : « Quel paradoxe de voir qu'au moment même où les partis sont si influents et puissants au Parlement, ils sont affaiblis en dehors, tant pour ce qui est de susciter des allégeances solides et constantes au sein de l'électorat que pour ce qui est de générer des idées et des propositions de politique. » (1987: 7) [traduction] Le Canada se rapproche de plus en plus d'une politique centrée sur le chef, plutôt que sur le parti, et la discipline imposée par les chefs par l'intermédiaire de leur parti s'est accentuée (Carty *et al.*, 2000; Savoie, 1999). Logiquement, les députés devraient considérer que leurs activités stratégiques sont moins importantes et que leurs activités partisans ou électorales le sont plus dans ce cas, s'ils souhaitent devenir plus influents au sein de leur parti.

Les récompenses et les sanctions pour les députés sont déterminées par la direction de leur parti, encore que les plus hautes récompenses relèvent généralement du Premier ministre. Ces récompenses et ces sanctions comprennent parfois des promotions à des postes ministériels ou à la présidence de comités pour les députés gouvernementaux, ou la perte de ces postes, et des portefeuilles de porte-parole ou la présidence de comités particuliers pour les députés de l'opposition. Au pire, les sanctions peuvent aller jusqu'à l'expulsion du caucus. Dans aucun parti, les députés n'ont les coudées franches, car ils risqueraient de

perdre la candidature électorale de leur parti en perdant la faveur de son chef (Docherty, 1997; Savoie, 1999; Carty *et al.*, 2000). Il en résulte de leur part une sorte de comportement qui s'écarte rarement de la ligne du parti et parfois aussi un empressement à se livrer à toute sorte de comportement demandé ou jugé utile par le chef du parti – afin, principalement, de recueillir un appui politique au détriment des autres partis<sup>2</sup>.

Cela relève pour beaucoup de ce que Manin (1997) qualifie de « démocratie de l'auditoire ». Manin attire l'attention sur le fait que les partis politiques cèdent le pouvoir aux sondages d'opinion, aux consultants, aux mass media indépendants et aux dirigeants politiques. La démocratie de l'auditoire est celle des élites incertaines qui manquent d'un noyau de soutien stable et important, des électeurs autonomes et des chefs à la merci de la télévision. Les élites choisies tendent à être plus des « experts des médias » que des « militants politiques ». Dans cette optique, les partis sont considérés comme de simples machines électorales (ou des *spectacles* pour l'auditoire) et leur rôle politique est minime, tandis que les députés ne sont que des rouages de cette machine (ou des *acteurs* du spectacle).

Il est naturellement peu probable que la plupart des politiciens acceptent le concept de « démocratie de l'auditoire », car il banalise leur rôle et risque de sous-entendre pour certains une atteinte aux principes (ou du moins aux idéaux) de la représentation démocratique libérale. Si beaucoup de politiciens parlent franchement du côté théâtral du débat politique, ou des effets de manches de leurs adversaires politiques, la plupart feraient probablement moins de cas des connotations négatives générales de « démocratie de l'auditoire » pour ce qui est de décrire le système de représentation et de légitimer des décisions gouvernementales dans lesquelles ils jouent un rôle essentiel. Cependant, il semble bien que cette description s'applique parfois au Canada. S'il est vrai que

---

<sup>2</sup> Le comportement même des partis n'est pas seulement le résultat du maniement de la carotte et du bâton – encore que Kam (2001) fournit des preuves de ce qu'il ne résulte pas non plus tout simplement d'intérêts similaires chez l'ensemble des députés d'un parti donné. En fait, les contraintes imposées par les partis comptent bel et bien. Cependant, Docherty (1997) est d'avis que les députés se montrent de plus en plus favorables aux institutions publiques avec le temps, ce qui donne à penser que plus longtemps ils siègent à la Chambre, plus ils ont tendance à attacher d'importance au comportement des partis.

plus de citoyens sont prêts à changer d'avis sur leur vote, les partis ont tendance à se livrer à des tentatives symboliques et à court terme pour obtenir et conserver un appui politique.

Hall (1996) sépare les grandes catégories de participants au Congrès américain en deux types qu'il qualifie de « bêtes de somme » et « bêtes de scène ». Pour l'essentiel, les premiers, explique-t-il, s'attèlent à la tâche pour arriver à des résultats politiques et législatifs, et ils passent du temps en coulisse à essayer de mener à bien des initiatives concrètes. Les seconds cherchent principalement à attirer l'attention et se livrent souvent à une forme ou une autre de manœuvres électorales. Au Canada, les députés qui souhaitent s'attirer de bonnes grâces au sein de leur parti politique voient sans doute leurs perspectives de promotion de la même façon que les « bêtes de scène » ci-dessus – autrement dit, ils considèrent que des actions partisans et symboliques servent peut-être une plus grande cause dans une « démocratie de l'auditoire » qu'une action politique de fond. Il se peut que dans un organe législatif canadien dominé par les partis, des expressions *symboliques* et effrontément *partisanes* soient considérées comme la principale monnaie de promotion, et que ceux qui sont capables de se livrer le plus efficacement à ce type d'action gagnent en influence.

L'idée que les députés font et disent tout simplement ce qu'on leur dit n'est pas nouvelle – en effet, les députés se sont vus traités, en termes très peu flatteurs, de « phoques bien dressés » (Aiken, 1974) pour leur esprit de parti. La Chambre dépend aussi beaucoup du rôle de l'« opposition », qui est supposée faire contrepoids au gouvernement, le secouer et, pour finir, le remplacer (Hockin, 1966: 191-191a). Il est reconnu que la fonction démocratique que sert le « climat d'hostilité » à la Chambre (Hockin, 1966, 1979; Franks, 1987; Smith, 1999) – où l'opposition fait pratiquement toujours barrage au gouvernement – est utile à une gouvernance efficace. Cependant, elle a généralement pour résultat que les membres des partis prennent (ou se voient demander par leurs supérieurs de prendre) des positions symboliques sur des sujets d'importance générale et nationale que remarque la direction du parti et, comme le souligne Hockin, souvent pour des raisons électorales (1966: 9). Il arrive aussi que les députés agissent ainsi, c'est-à-dire montrent à leurs supérieurs politiques de quoi ils sont

capables à la Chambre et dans des activités connexes, pour des raisons d'avancement interne.

La question connexe des campagnes négatives, plus courantes aux É.-U., devient de plus en plus évidente au Canada. En se concentrant sur des problèmes, des faiblesses ou des incidents, ces campagnes cherchent en fait à convaincre le public, à tort ou à raison, que l'adversaire politique n'est pas digne de ses voix. Il semble s'agir principalement de trouver un moyen de présenter l'information de manière à nuire au sujet, plutôt que de faire un exposé complet ou de proposer des solutions à des problèmes. Dans le contexte canadien, où il semble apparemment qu'il y ait à gagner à mettre l'accent sur le négatif et où il est évident qu'il revient plus cher de chercher à formuler des politiques nouvelles ou novatrices, les députés renvoient simultanément au travail massif et au manque de moyens (Docherty, 1997). Dans ces conditions, il arrive qu'à l'information et aux compétences en matière de politique, on préfère des méthodes plus faciles pour obtenir l'appui politique recherché.

Du côté du public, comme des médias, on pense que la politique s'observe de loin et que la mobilisation, comme la culture citoyenne, est en recul. Hibbing et Theiss-Morse écrivent en ce qui concerne les É.-U. : « Une démocratie vigoureuse est la dernière chose que veulent les gens. En fait, ce qu'ils veulent, c'est justement oublier tout ce qui a trait à la politique. » (2002: 232) [traduction] Donc, si le lien entre le gouvernement et le public se distend de plus en plus, le rôle des médias en tant qu'institution faisant le lien (et leur « interprétation » des événements) devient plus important. En fait, il n'est pas évident que le public soit indifférent, et certaines formes de participation politique progressent depuis quelques années (Norris, 2003). Cependant, ce qui ressort de propos comme ceux de Hibbing et Theiss-Morse ci-dessus, c'est qu'il semble bien que le public en général ne s'intéresse guère aux questions politiques en comparaison d'autres sujets. La plupart des citoyens ne veulent pas que la politique occupe une place centrale dans leur vie. C'est évident en partie au fait que la part d'audience des émissions d'information baisse et que les téléspectateurs passent à autre chose à mesure que le choix augmente, à tel point que le public ne semble pas mieux informé globalement d'un point de vue politique quand il a plus d'information

politique à sa disposition (Prior, 2005). Il se peut que dans la course à l'audimat, les nouveaux producteurs estiment que les consommateurs demandent une simplification (ou une légèreté) pour s'intéresser à des sujets politiques (Baum, 2002). Cela aide le consommateur à se sentir concerné par l'information reçue. Quant aux médias, ils doivent jouer le jeu pour se tailler une place dans une économie des mass media où la concurrence est de plus en plus vive.

Si les médias tendent à préférer couvrir la politique dans ce qu'elle a de conflictuel en usant de métaphores sportives, plutôt que de s'intéresser aux questions, il est probable qu'ils influenceront sur les comportements (et sans doute sur les règles – ou du moins les normes) des institutions qu'ils couvrent. Dans cette relation symbiotique entre les acteurs et les institutions politiques, d'une part, et les mass media, d'autre part, les acteurs et les institutions semblent s'adapter aux demandes des médias. Si les médias réclament du cinéma, l'organe législatif leur en donne de plus en plus.

Si, à partir de là, la politique est pour l'essentiel une affaire de symbole, par opposition à la substance, et que certains parmi ceux qui exercent une influence ou prennent des décisions en arrivent à cette conclusion avant tout à cause de qualités symboliques, alors le *symbolique* ne peut qu'influer sur la *substance*. Si la politique tient beaucoup du théâtre – si les députés sont vraiment des acteurs sur une scène –, alors ce sont les meilleurs acteurs qui ont le plus de chance d'être récompensés par des postes de pouvoir élevés. Il ne s'agit donc pas simplement de savoir si les « bons interprètes » remportent des succès – il est presque certain qu'ils glanent des récompenses électorales –, mais s'ils sont plus susceptibles d'influer sur des décisions politiques une fois élus. Le symbole l'emporte-t-il sur la substance dans les décisions finales relatives au choix de ceux qui s'exprimeront au nom d'un parti ou d'un autre et défendront des positions qui sont avant tout sous les feux des projecteurs?

Certains éléments, d'après les données statistiques sur la PQ, donnent à penser que les députés voient une augmentation de l'activité en ce qui concerne les questions avant d'être transférés aux premières banquettes. Ce qui laisse supposer que les députés pressentis pour une prise de parole redoublent d'efforts

pour poser leurs propres questions ou que la direction leur en confie afin de voir comment ils s'en sortiraient. Il est possible, à partir des données de la période 1983-2004 (voir Penner *et al.*, 2006, Soroka *et al.*, 2009), d'utiliser la fréquence des questions pour comparer les députés d'arrière-ban qui deviennent porte-parole par la suite et ceux qui ne le deviennent pas. Le nombre de questions par mois a été compilé pour tous les députés ne détenant pas de portefeuille<sup>3</sup> seulement (71 députés en tout). Ceux qui ont été nommés porte-parole (49) ont été comparés à ceux qui ne l'ont jamais été pendant leur mandat de député (22) – quoique l'on ait tenu compte uniquement des mois pendant lesquels les députés n'étaient pas titulaires de portefeuille. Ceux qui sont devenus porte-parole par la suite avaient posé en moyenne 0,92 question par mois et les autres, 0,62. Un test montre que les moyennes diffèrent de façon significative d'un point de vue statistique au niveau 0,05, quoiqu'il n'y ait pas beaucoup de questions – les députés d'arrière-ban qui deviennent porte-parole posent environ trois questions en trois mois de session, tandis que les autres en posent environ deux dans le même temps.

La présente étude a été entreprise afin de commencer à formuler des réponses aux questions posées ci-dessus à propos du comportement, de la perception et de l'influence. Elle vise à comprendre les perceptions de ceux qui sont élus à la Chambre des communes du Canada, à connaître leur point de vue sur les tendances actuelles des comportements parlementaires et à déterminer si la direction de leur parti accorde la priorité à certains types de comportement.

Cette étude s'est déroulée sur une année environ, la collecte de données se faisant principalement dans le cadre d'entrevues qualitatives pour lesquelles je me suis rendu à Ottawa afin de rencontrer des députés sur la Colline du Parlement. Des entrevues en tête-à-tête ont eu lieu avec 20 députés et un représentant du bureau du leader du Bloc Québécois (BQ)<sup>4</sup>. Les entrevues, qui étaient semi-

---

<sup>3</sup> Le poste de « porte-parole adjoint » n'était pas considéré comme un portefeuille, contrairement à ceux de porte-parole, de président de caucus ou de tout poste de direction officiel (c.-à-d. chef, leader adjoint et leader à la Chambre).

<sup>4</sup> Ont été interviewés 11 députés libéraux, cinq députés conservateurs, trois députés néo-démocrates et un député bloquiste. Cinq étaient d'anciens ministres, tandis que six autres étaient ou avaient été secrétaires parlementaires. La plupart d'entre eux, plus les neuf restants, avaient été porte-parole de l'opposition (ou membres du Cabinet fantôme) à un moment donné dans leur carrière. Les entrevues ont eu lieu en octobre 2009 et avril 2010. Une soixantaine de députés choisis au hasard ont été contactés, en plus de quoi des invitations ont été envoyées aux chefs de

structurées, visaient à déterminer : 1) l'importance des actions parlementaires dans la promotion des députés, 2) quels contextes parlementaires ressortent comme étant ceux qui comptent, 3) quelles actions particulières ressortent comme étant celles qui comptent, 4) dans quelle mesure les actions partisans symboliques, ou les talents d'acteur, sont jugées importantes pour l'avancement des députés.

Les réponses dans ces entrevues étaient, comme on peut s'y attendre, très variées. Plus d'une fois, la personne interviewée a déclaré ne probablement pas apporter grand-chose de nouveau à l'étude ou que je savais probablement déjà ce qu'elle me disait. J'ai souvent remarqué, toutefois, que malgré le fait que tous les députés travaillent au même endroit, ils font de certaines des questions clés des comptes rendus étonnamment différents, ce qui valait aussi pour des députés du même parti politique, que ce soit dans des commentaires formulés à titre officiel ou privé.

Tout cela étant dit, les réponses sont instructives non seulement par leur contenu, mais aussi dans leurs différences. Les différences sont en bonne partie de point de vue – autrement dit, les députés ont des points de vue différents sur ce que *devrait être* le Parlement, et les points de vue sur ce qui *devrait être* influent souvent sur les réponses, tant pour ce qui est des faits que de l'opinion. Les députés portent également un regard plus ou moins favorable sur ce qui se passe au Parlement selon la position qu'eux-mêmes ou leur parti y occupent. Il n'est guère surprenant que les députés conservateurs pensent généralement que les choses vont mieux au Parlement – ou qu'il fonctionne mieux – que les députés de l'opposition<sup>5</sup>. Certains députés ne partagent pas l'avis d'autres députés de leur parti sur ce que celui-ci fait ou sur ce qui devrait être des comportements ou des stratégies acceptables. Certains députés sont optimistes, d'autres pas, et certains sont probablement plus prédisposés que d'autres à apprécier le régime parlementaire canadien dans son fonctionnement actuel. Certains des députés à qui j'ai parlé n'ont pas brigué de nouveau mandat après la 40<sup>e</sup> législature – l'un

---

parti et aux leaders adjoints ou aux leaders à la Chambre de tous les partis (seul le leader à la Chambre du BQ a été interviewé dans ce dernier groupe).

<sup>5</sup> Ce n'est pas toujours vrai, mais la tendance est évidente parmi les personnes interviewées.



d'eux, le député libéral Keith Martin, semblait ne pas avoir grand-chose de bon à dire au sujet du Parlement ou des partis qui y sont représentés lorsqu'il a annoncé sa décision de ne pas se représenter (Taber, 2010a).

Plus précisément, les députés ont des avis partagés sur les médias, sur les facteurs qui influent sur les promotions et sur la définition même du *succès* au Parlement. Beaucoup sont prêts à exprimer un point de vue critique au sujet de certains événements, résultats, députés ou partis politiques – qu'il s'agisse du leur ou d'autres, mais surtout d'autres. De même, beaucoup critiquent volontiers les médias. Moins sont disposés à exprimer un avis critique à leur propre sujet ou sur le système institutionnel en général dans lequel chacun de ces députés travaille, et là réside un des principaux défis de la collecte de données pour cette étude<sup>6</sup>.

J'espère, dans les sections qui suivent, pouvoir bien rendre l'histoire de ces députés et l'utiliser de manière exacte pour chacun, représentative du tout et cohérente dans l'étude approfondie du sujet.

La section suivante porte sur le point de vue des députés sur les médias et sur le rôle qu'ils jouent dans leur carrière parlementaire. Vient ensuite une section sur la préparation des députés de l'opposition et de la majorité à la PQ et le choix des priorités à cet égard. Enfin, le point de vue des députés sur l'importance de certains types de comportement, et sur leur effet sur l'avancement, est évalué.

### **Le regard des députés sur les médias**

Parmi les sujets importants dans cette étude figurent tout simplement le regard général que portent les députés sur les mass media dans leurs activités quotidiennes et les efforts qu'ils déploient pour décrocher une couverture médiatique. La survie des députés et des partis politiques dépend de la perception du public et il n'est donc guère étonnant qu'ils soient très sensibles à ce que

---

<sup>6</sup> L'utilisation dans ce document des données tirées des entrevues ne vise en aucun cas à rabaisser les paroles ou les actions des députés qui m'ont fait part de leurs réflexions sur cette question, ce dont je les remercie chacun infiniment, et j'entends représenter aussi exactement que possible tout l'éventail des points de vue exprimés. En même temps, j'espère rendre pleinement ce qu'ils ont exprimé et exposer des problèmes éventuels pour un débat plus approfondi. Mon processus d'entrevue visait en partie à saisir un élément des opinions exprimées par les députés et à les comparer à leurs actions ou à celles de leur parti.

couvrent les médias – et sous quel angle – chaque jour. Dennis Bevington (Nouveau Parti Démocratique (NPD), Territoires du Nord-Ouest) a indiqué que la couverture médiatique – quelles sources, quels sujets, qui est mentionné – est calculée pour le parti tous les jours.

Les relations avec les médias et la capacité d'y paraître comptent beaucoup. On ne saurait trop le dire. On a beau travailler d'arrache-pied et être brillant, mais si l'on n'arrive pas à le projeter dans les médias nationaux, il n'y aura pas de couverture. (Entrevue du 22 octobre 2009.)

Par ailleurs, d'après un secrétaire parlementaire conservateur (C1) :

Les médias peuvent littéralement vous servir ou vous démolir [...] les députés d'arrière-ban ne retiennent généralement pas l'attention, à moins de faire quelque chose de vraiment bien, ou mal, et encore faut-il que ce soit vraiment bien, ou mal.

Ce que je veux dire, c'est que vous pouvez avoir inventé le fil à couper le beurre, si vous faites quelque chose de mal et que c'est tout ce dont les médias parlent, vous risquez de le sentir passer [...] En tout cas, si vous faites quelque chose d'idiote en public, cela retiendra l'attention du leader. (Entrevue du 22 octobre 2009.)

Il est évident que les médias suscitent à fois crainte et respect. D'une part, les députés doivent avoir constamment à l'esprit qu'une simple erreur ou un simple malentendu – comme il arrive à beaucoup d'entre nous d'en commettre au quotidien – peuvent faire la une de la presse nationale et changer des vies. Il est rare que ce soit dans le bon sens pour un député. Pourtant, il y a toujours cette quête d'attention – autrement dit, il ne suffit pas de bûcher sur un projet en espérant qu'il retiendra positivement l'attention parce que trop de monde se dispute l'attention des médias pour que cela arrive.

Il y a aussi l'aspect immédiat de la couverture médiatique qui accroît la nécessité d'avoir quelque chose à offrir, quelles que soient les circonstances. Voici ce qu'en dit un député conservateur (C2) :

[...] on n'a jamais le temps à notre époque. Il faut réagir tellement vite à tout. Les médias d'information sont tout simplement instantanés. Il arrive quelque chose et les réseaux en parlent dans les 10 minutes. Il faut donc avoir derrière soi les moyens de réagir très vite à ce qui se passe. Vous savez, on pense qu'il doit y avoir des salles pleines de gens en attente en coulisse, mais ce n'est pas le cas. Il y en a peut-être une. (Entrevue du 22 avril 2010.)

Inévitablement, la question de la PQ est soulevée dans la plupart des entrevues sans qu'elle ait été explorée. Les députés se voient poser une série de questions sur les facteurs qui influent sur le choix des personnes qui s'assoient sur les premières banquettes, côté gouvernement comme côté opposition. S'il est généralement jugé important de savoir tenir sa place dans le feu des débats parlementaires, peu de députés voient beaucoup de substance dans la PQ, même si bon nombre déclarent qu'on lui accorde certainement une grande importance. En fait, nombreux sont ceux qui soulignent que les médias influent sur l'intérêt qu'elle présente.

D'après la députée du NPD Judy Wascylycia-Leis, qui ne siège plus à la Chambre à présent :

Vous voyez, le problème avec la période des questions – les médias et le fait qu'ils se concentrent sur la PQ –, c'est qu'il est souvent difficile de trouver une motivation si on n'y participe pas et que l'on ne passe pas aux nouvelles. C'est malheureux parce que vous y trouvez votre validation. Vous ne vous sentez pas d'humeur et les médias ne prêtent guère attention à vous la plupart du temps, vous commencez à vous demander si vous faites ce qu'il faut. Même si vous réalisez quantité de choses à tous les niveaux : vous aidez les gens de votre circonscription, vous avez convaincu le ministre de s'occuper de cette question, vous réglez ce problème ici avec Revenu Canada et six de vos amendements au projet de loi C6 – la Loi sur la protection des consommateurs – sont retenus. C'est formidable, mais pas assez [...]

Nous finissons tous par le reconnaître : la période des questions est pour les médias principalement. Quant aux questions qu'ils ne couvrent pas, au moins, elles ont un intérêt local. (Entrevue du 21 octobre 2009.)

M<sup>me</sup> Wascylycia-Leis éprouve un sentiment d'exaspération – présent aussi chez d'autres députés – de voir l'attention pencher lourdement en faveur de certaines tribunes, ce qui signifie que les députés ont l'impression que des initiatives importantes passent souvent inaperçues. Dans la dernière partie de ses propos, elle aborde l'idée d'un changement dans les tribunes parlementaires pour répondre aux besoins des médias, idée d'abord reliée à la relation symbiotique entre les médias et d'autres institutions politiques. Elle renvoie à la notion que la PQ est principalement destinée à réaliser les objectifs fixés par les médias, et ceux des partis dans la mesure seulement où ils s'intéressent aux médias.

Plusieurs députés attirent l'attention sur cet effet des médias sur les comportements au Parlement et peu parlent d'un effet positif.

Un député libéral (L1) reconnaît, comme d'autres députés, que la PQ ne sert pas l'objet fondamental du Parlement :

C'est très dur de prendre un sujet de politique publique complexe, de le réduire à une question de 30 secondes et d'en attendre beaucoup. Il est difficile pour les ministres de répondre en aussi peu de temps. À mon avis, la PQ, dans son état actuel, ne fonctionne plus [...] Vraiment – à voir comment elle se déroule – je ne crois pas que les gens seraient ravis de leur Parlement. C'est une plaie pour tout le monde. (Entrevue du 21 avril 2010.)

D'autres députés, comme ceux mentionnés au début de cet article et certains qui le seront plus tard, semblent d'accord avec l'idée que la PQ ne fonctionne plus ou qu'elle doit changer sensiblement pour être efficace. Cependant, cette tribune retient beaucoup l'attention. La section suivante se penche sur la priorité accordée à la PQ – sur le temps et les ressources qui lui sont consacrés par les partis politiques et leurs députés.

## **Préparation à la PQ**

Les politiciens et les partis apprennent à savoir quelles tribunes comptent – où réside le pouvoir, où l'on peut changer les politiques et où l'on remporte des votes – et ceux qui occupent des positions de leadership exercent un plus grand contrôle sur ces tribunes. Les effets sont notables. Peu de politiciens y prennent de véritables risques ou y laissent des choses au hasard. Dans certains cas, les partis politiques ont des règles précises sur ce que les députés peuvent faire ou sur la façon dont la préparation doit être menée.

Le débat continue sur le rôle croissant du contrôle partisan exercé sur une série de questions à la Chambre, ce qui, selon certaines des personnes interrogées, se concentre depuis quelque temps sur les affaires émanant des députés et les déclarations faites en vertu de l'article 31 du Règlement. Le contrôle de la période des questions par les partis – à la différence des affaires émanant des députés et des déclarations faites en vertu de l'article 31 du Règlement – est bien ancré depuis des années, même si l'on semble faire encore plus attention à contrôler les messages.

Un député conservateur (C3) décrit ainsi le rôle des partis politiques dans la PQ :

Avant, les deux premières séries de questions de la PQ étaient attribuées par les whips. Évidemment, ces questions allaient aux leaders de chacun des partis d'opposition, et ensuite aux autres députés de ces partis désignés par les whips. Au-delà, il appartenait entièrement au Président de donner la parole aux députés qui la demandaient à la Chambre. Tout cela a changé. Ce sont maintenant les quatre whips des quatre partis de la Chambre des communes qui décident entièrement de la liste des députés qui interviendront pendant la PQ.

Il y a encore beaucoup de discussions de fond, et certainement aussi pas mal de symbolisme, d'hyperboles et de propos partisans qui circulent. Je ne crois pas que ce soit du tout différent de ce qui se passait avant. Ce qui a changé, c'est que les députés ne peuvent plus exprimer cette rhétorique ou cette discussion de fond de façon autonome et volontaire. En fait, de

plus en plus, les leaders de tous les partis exercent cette autonomie au nom des députés. (Entrevue du 22 avril 2010.)

Il n'est pas surprenant, étant donné que l'on contrôle qui pose des questions, et toutes les tentatives de démonstration de faiblesse du gouvernement (ou de l'opposition, selon le cas), que les partis préfèrent ne rien laisser au hasard à cette tribune cruciale. Les députés semblent plus résolus à embarrasser (ou à éviter de l'être) qu'à discuter ou à débattre.

D'après le secrétaire parlementaire conservateur (C1) cité plus haut :

C'est difficile. L'opposition essaie de vous déstabiliser. Ses députés font tout un chahut pendant que vous parlez. J'ai appris un truc en regardant le Premier ministre. Il se lève et il regarde toujours le Président parce que c'est à lui et par lui que l'on s'adresse au reste de la Chambre. J'ai adopté moi aussi cette méthode. Quelle que soit la question, je me lève et je regarde droit vers le Président et je m'adresse à lui. Et il y a tout un brouhaha, mais j'essaie d'en faire abstraction et de juste me concentrer sur le Président. En fait, beaucoup de gens qui se font chahuter n'arrivent pas à passer par-dessus et ils hésitent. C'est alors que l'opposition sait qu'elle vous a déstabilisé parce qu'elle a capté votre attention.

Pour contrôler davantage encore le message et sa transmission pendant la PQ, les partis politiques font des répétitions auxquelles prennent part les députés qui poseront les questions le jour fatidique. Pli certes intéressant apparemment adopté par certains partis dans les années 1990, mais il est à noter que ces répétitions prennent du temps aux députés concernés, de même qu'à d'autres et aux représentants de la direction du parti.

D'après le secrétaire parlementaire (C1) dont les propos sont mentionnés au début de cet article, à peu près les deux heures suivantes allaient être consacrées à préparer la PQ du jour, quand bien même il avait déclaré plus tôt que celle-ci ne présentait aucun intérêt. Il a souligné, entre autres, au sujet de la PQ qu'il prenait plaisir à la compétitivité et que l'exercice était parfois l'occasion « de faire mouche, de placer un bon mot, ce qui est loin d'être désagréable ».

Ce que la députée libérale Judy Sgro confirme en déclarant : « La PQ est une récréation, un moment où jouer la comédie. C'est ce qui se dit tout le temps. » (Entrevue du 20 avril 2010.)

Beaucoup de députés interrogés soulignent le manque de temps et de moyens par rapport à ce qu'ils peuvent accomplir au Parlement. Quelques-uns font des comparaisons avec les représentants américains, qui disposent de plus de ressources et de collaborateurs. Il s'agit d'un élément important qui amène à se demander combien de temps et de moyens sont investis. En l'espèce, la réponse est surprenante.

Même si l'on considère en général que la PQ présente assez peu d'intérêt en soi, le député qui doit fournir des réponses – qu'il s'agisse d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire – ne peut se permettre d'être mal préparé. Les partis d'opposition consacrent une quantité de temps étonnamment importante à cette tribune en particulier. Le leader du BQ à la Chambre, Pierre Paquette (entrevue du 21 octobre 2009), et la majeure partie de ses collaborateurs consacrent environ la moitié de leur journée de travail à la PQ, et les réunions et préparatifs, qui démarrent à 7 h du matin, se prolongent jusqu'à 11 h (le bureau du leader du BQ y participant aussi), puis les répétitions commencent à 13 h, la PQ même se déroulant de 14 h 15 à 15 h – ce qui représente environ six heures en tout. Deux députés, choisis par tirage au sort, assistent à ces réunions matinales. Quiconque est choisi pour poser des questions doit également être présent aux répétitions.

De même, le Parti libéral organise tous les matins ce qu'il appelle une « réunion tactique », que présidait le leader à la Chambre Ralph Goodale au moment des entrevues (David McGuinty l'a remplacé depuis) et à laquelle assistent une poignée de députés choisis. Selon un député libéral (L3), le choix de ceux qui prendront la parole pendant la PQ est une des principales activités à cette réunion. M. Goodale n'a pas été interviewé pour ce projet, mais d'autres députés ont décrit le processus, qui ressemble assez, apparemment, à celui du BQ.

Les députés de l'opposition peuvent proposer des questions aux réunions matinales de leur parti, mais ceux qui sont retenus pour les poser doivent

manifester des aptitudes particulières à cet égard. Voici ce que dit un député libéral (L3) du choix des députés pendant les réunions tactiques de son parti :

L'important, c'est toujours : *ce député saura-t-il faire passer la question?*

[...] Sera-t-elle mentionnée dans les médias, la formulation fera-t-elle mouche, est-on d'accord avec une phrase du texte à la répétition et on la change à la dernière minute sans rien dire à personne? [...]

[Ce qui compte] c'est la capacité de marquer des points. Si le ton n'est pas contradictoire, agressif et percutant, on ne prendra pas la parole à la période des questions. Alors les gens qui veulent poser des questions sérieuses... Si vous posez une question à laquelle il y a une réponse, pas la peine de participer à la période des questions, pas vrai? *'Qu'est-ce qui se passe? Est-ce que le gouvernement est incompetent ou malhonnête?'*

Voilà le genre de question qu'on vous demandera de poser, et si vous le faites sur un ton très indigné, on refera appel à vous. (Entrevue du 20 avril 2010.)

Tout en faisant remarquer que certaines personnes suscitent beaucoup de respect en posant des questions de fond importantes pendant la PQ,

Rodger Cuzner – whip libéral au moment de l'entrevue – déclare :

Herb Gray, quand il était leader de l'opposition à la Chambre avait une réaction extraordinaire [...] Les gens proposaient une question pour la période des questions [...] et Herb disait 'très bonne question – importante aussi –, mais en quoi est-ce qu'elle est embarrassante pour le gouvernement?' Et c'est, au fond, bien là l'objet de la PQ. (Entrevue du 22 avril 2010.)

Le déroulement de la réunion tactique matinale du NPD n'a pas été évoqué, mais le parti organise le matin une réunion de ce type au cours de laquelle les députés proposent des questions qu'ils aimeraient poser. Le député néo-démocrate Dennis Bevington a indiqué qu'il ne propose qu'une ou deux questions par semaine à cause du temps qu'il faut pour en choisir une qui soit bonne, et de la concurrence entre les députés pour que la leur soit retenue.



Il semble globalement que la plupart des députés consacrent bel et bien une partie de leur matinée à chercher des questions potentielles, bien qu'en toute probabilité, ils n'en proposeront que de temps en temps. Dans le cas de la plupart des députés d'arrière-ban, ils ne verront leur question retenue que moins d'une fois par mois en moyenne. Pour finir, l'effort peut n'aboutir à rien – voire à l'impression que l'on a fait perdre son temps au parti si la question est choisie mais n'est pas un « succès ». Voici ce qu'en dit M. Bevington :

Il n'y a rien de pire que [...] de poser une question quand quelqu'un vient juste de poser la même. C'est à éviter à tout prix. Si vous êtes député d'arrière-ban, cela ne vous rapporte rien. Le leader d'un parti peut s'en tirer sans conséquences, mais pas un député d'arrière-ban. Si vous posez la même question que quelqu'un d'autre, c'est peine perdue. Elle vous passe sous le nez et vous courez après comme un chien qui poursuit une voiture. (Entrevue du 22 octobre 2009.)

Plus d'un député a laissé entendre que ceux qui posent des questions doivent parfois improviser et trouver une façon, quand une question qui ressemble à la leur a été posée, d'en poser une qui semble quand même pertinente quand leur tour arrive. Ce qui est clair, à ce que disent la plupart des députés, c'est que les partis consacrent beaucoup de temps à choisir les questions et ceux qui les poseront – le but étant de profiter de la possibilité de gain politique qu'offrent ces 35 secondes de la PQ. Il est certain que les partis et leurs députés attachent une grande importance à la PQ, et que s'y préparer et y assister est hautement prioritaire en temps et en ressources. Les questions sont soigneusement libellées de manière à attaquer et à embarrasser, et la présentation des questions est répétée à l'avance pour s'assurer que le député ne gâche pas l'occasion.

Fait intéressant, l'échange pendant les entrevues a porté en partie sur l'approche adoptée par le Parti libéral pour mener une opposition efficace face aux conservateurs au pouvoir. À propos de l'équilibre entre s'exprimer de façon symbolique et s'exprimer sur le fond aux tribunes de la Chambre, et souvent au sujet de la période des questions en particulier, différents députés libéraux ont souligné que les avis divergent quant au moyen le plus efficace de remplir le rôle

d'opposition et aux tactiques employées à la Chambre par le Parti conservateur et son prédécesseur, l'Alliance ou le Parti réformiste.

Rodger Cuzner attire l'attention sur l'efficacité de l'exagération et du contenu médiatique dans la présentation des initiatives gouvernementales du point de vue de l'opposition :

Nous jouons un peu différemment. Les conservateurs sont par nature plus impitoyables que tout autre parti [...] La façon dont ils attaquent quelqu'un – nous l'avons vu avec Judy Sgro, avec Stéphane Dion et avec Michael Ignatieff. Ils se sont montrés très virulents au sujet de Jane Stewart et du 'cafouillage à un milliard de dollars' [...] dont ils ont fait un slogan – qu'ils ont répété – qui fait encore aujourd'hui partie de notre lexique : 'Le cafouillage à un milliard de dollars'. Alors qu'en réalité, il n'y a pas eu de cafouillage à un milliard de dollars. Il est plus vraisemblable que l'on n'a pas trouvé trace de 190 000 \$ [...] C'était juste une superbe formule de Preston Manning [...] Il suffit de marteler le message, mais nous ne sommes pas très bons à ce jeu-là.

Cette entrevue a eu lieu peu après une PQ où presque toutes les questions posées par le Parti libéral contenaient l'expression « culture de tromperie » qui qualifiait le gouvernement conservateur. J'ai remarqué cette répétition pendant la séance, mais je n'ai pas compris sur le moment que j'assistais à la naissance d'une nouvelle stratégie de la part du Parti libéral.

D'après M. Cuzner : « Nous essayons de marquer des points avec cette expression, 'culture de tromperie'. C'est la première fois que nous tentons ce procédé et c'est la première chose qui semble vraiment logique. »

Un député conservateur (C3) a également remarqué cette nouvelle stratégie et souligne ses conséquences probables :

« Il y a trois jours, les libéraux ont mis sur pied une nouvelle stratégie au bureau du chef de l'Opposition officielle pour attaquer le gouvernement, qui est maintenant accusé de pratiquer une 'culture de tromperie'. Résultat, maintenant, l'expression est reprise dans toutes les questions. Et tous leurs messages vont dans le même sens. Pourquoi? Il ne s'agit pas de

députés qui ont réfléchi de leur côté et qui se sont dit, 'Tiens, mais c'est une culture de tromperie. Oh, je vais placer l'expression dans ma question ou dans le débat'. Pas du tout, il s'agit d'une stratégie concertée. On remet aux gens des feuilles à lire et on leur dit 'Voilà la question que vous allez poser et si vous le faites, ce sera un bon point pour vous. On pensera à vous pour différentes présidences de comité, ou pour des voyages à l'étranger, pour l'emplacement de votre bureau, ou un poste de secrétaire parlementaire dans un gouvernement futur ou encore de dirigeant de la Chambre en tant que député d'un parti d'opposition. Il en sera tenu compte'. »

À propos de l'adoption de répétitions pour la PQ et des messages cohérents, un député libéral (L2) déclare : « Je pense que c'était une expérience pour nous en ce qui concerne les messages – et que nous nous sommes améliorés – parce que nous avons vu comment [le Parti conservateur] faisait passer ses messages quand il était dans l'opposition. Il se montrait implacable dans leurs attaques et nous ne faisons pas aussi bien. Donc, ils ont une avance sur nous, ils savent comment ne pas dévier du message, rester groupés et ne pas réfléchir. Nous réfléchissons trop, et nous ne devrions pas. C'est trop logique. Nous sommes trop logiques. Eux savent que ce n'est que de la politique et c'est tout. » (Entrevue du 21 avril 2010.)

Il se peut que la stratégie de l'uniformité des messages du parti à la PQ soit celle employée dernièrement par le Parti libéral. Un autre sujet qui faisait manifestement débat à l'époque était le degré d'agressivité, de négativité et d'attaque personnelle acceptable à la Chambre. Comme il est souligné plus haut, le Parti libéral a remanié son Cabinet fantôme afin de placer des députés plus agressifs à des portefeuilles clés. Il est clair, cependant, que la nature du comportement du Parti libéral à la Chambre faisait débat au sein du Parti. Marlene Jennings soulève le problème des attaques verbales croissantes à la Chambre.

**MJ :** Si vous regardez comment les différents partis formulent les questions depuis, disons, 25 ans, je pense que vous verrez une réelle

évolution. J'ai siégé de l'autre côté et j'ai écouté les députés réformistes s'exprimer sur certains sujets et je n'en croyais pas mes oreilles. Nous sommes de l'autre côté maintenant et nous n'agirions pas de la même façon parce que cela ne nous ressemble pas. Nous serions littéralement mal à l'aise de nous comporter ainsi [...]

**KB :** Il y a au moins plus de pression sur tous les partis pour [...]?

**MJ :** Tous les partis qui s'abaissent à cela.

**KB :** Vous avez l'impression que chez les libéraux, on est fermement décidé à ne pas autoriser ce genre de comportement?

**MJ :** Très fermement.

Néanmoins, M. Cuzner, s'il ne préconisait pas d'actions purement symboliques, ni d'attaques personnelles ou de diversion, semblait penser qu'il est important pour l'opposition de poser des questions agressives et contradictoires et que le Parti libéral actuel ne donne pas encore toute sa mesure à cet égard. Il serait naïf de penser que la stratégie des débats à la Chambre ne comprend pas une part d'agitation, et M. Cuzner voulait clairement parler de la nécessité de mieux mener cet aspect. Il ponctue son argument d'une analogie avec le hockey :

**RC :** Quand Brian Burke et Team USA se préparaient pour les Jeux Olympiques et qu'ils ont revu leur tableau de performances pour tous les postes, à la fin de la réunion [...] Brian Burke a dit « Bon, qui c'est les abrutis? [...] Les types qui causent, les Sean Avery. »

C'est ce qu'il nous faut, quelques abrutis.

Nous avons peut-être cinq ou six personnes qui entrent dans cette catégorie. Nous avons aussi des gens qui réfléchissent [...] s'il y a une question particulière devant un comité sur laquelle nous pensons devoir insister davantage, nous rappelons un de nos députés à ce comité pour y mettre un de nos gros bras. C'est ce que faisaient les conservateurs la dernière fois qu'ils étaient dans l'opposition. Si certains députés aux Comptes publics ne se montraient pas assez agressifs, ils faisaient venir

Peter MacKay, qui est un ancien procureur. Ils faisaient venir Vic Toews et ces types insistent et persistent [...]

**KB :** [...] Selon vous, c'est un domaine où votre parti est faible?

**RC :** Vous voulez parler de l'agressivité? Effectivement, nous ne sommes pas assez agressifs. Mais nous le deviendrons.

**KB :** Peut-être auriez-vous plus de succès à cet égard si...?

**RC :** Nous ne ménageons pas nos efforts pour bien jouer notre rôle d'opposition. Et laissez-moi vous dire que la première année dans l'opposition, aussi mauvais qu'ait été le gouvernement, nous ne faisons pas mieux dans l'opposition. Il y a un temps d'adaptation, mais nous nous améliorons.

Cette idée de la nécessité de porte-parole agressifs à l'avant est revenue à plusieurs reprises, souvent alors que les députés parlaient du gouvernement minoritaire et de la dynamique qu'il produit.

D'après un député libéral (L4), qui parlait des caractéristiques nécessaires sur les premiers rangs de l'opposition : « Quelqu'un qui sait bien comment attaquer le gouvernement [...] il faut à la fois en être capable et y être prêt parce que certaines personnes n'y sont pas disposées. » (Entrevue du 22 octobre 2009.)

La plupart des députés expliquent que les meilleurs parlementaires restent ceux qui savent à la fois s'exprimer sur le fond et user d'effets théâtraux, et qui utilisent bien ces qualités. D'après un député libéral (L1) :

L'architecture du Parlement est conçue pour la contradiction, les deux longueurs d'épée qui séparent les bancs de l'opposition de ceux du gouvernement font partie du problème. Certains disent qu'elles créent cela, mais il peut vraiment y avoir de vifs débats au Parlement [...] l'essentiel étant d'être crédible. Il y a des députés qui ne prennent pas autant la parole et qui ne se livrent pas forcément à ce type d'attaque agressive, mais qui sont compétents quand ils parlent d'un sujet particulier, dont on demande l'avis et qui sont écoutés. Et puis il y a les députés qui ont à la fois des connaissances approfondies et une certaine autorité dans les débats animés. Bob Rae en est un exemple.

Sur les banquettes ministérielles, (C2) :

Jason Kenney est maintenant ministre de l'Immigration. Voilà un homme qui a travaillé sans relâche dans les groupes ethniques. Il allait à une dizaine de réceptions par week-end à Toronto. Il travaillait donc d'arrache-pied et le Premier ministre l'a récompensé en le nommant ministre de l'Immigration. Il en est arrivé à connaître parfaitement les questions soumises à ce comité. Et lorsqu'il était porte-parole pour les finances quand nous étions dans l'opposition, il savait vraiment de quoi il parlait.

Cependant, même parmi les conservateurs, certains trouvent que le Parlement actuel – les partis et les incitations – n'encourage guère à des débats utiles ou de fond parmi les députés. Voici ce que dit un député conservateur (C3) :

Je ne pense pas qu'il y ait plus ou moins de rhétorique qu'il y a 10, 20 ou 30 ans. Toutefois, ce qui est nouveau ici, c'est l'ampleur des attaques personnelles et des attaques au vitriol, et je dirais aussi que l'esprit de parti est nettement plus marqué aujourd'hui que jamais. Avant, il y avait beaucoup de rhétorique et de substance, mais cela valait pour tous les partis. Cela venait des députés. Ils avaient à cœur d'assumer ces rôles. Aujourd'hui, la substance et la rhétorique sont partisans et c'est probablement le plus grand changement qui se produise actuellement.

[La Chambre] est devenue une coquille vide et un organe législatif tellement affaibli. Elle s'est transformée en scène de théâtre géante. Les vraies décisions de notre démocratie et de notre gouvernement ne se prennent plus à la Chambre des communes, mais dans le bureau des leaders et, en particulier pour le chef du parti majoritaire – au Cabinet du Premier ministre. La Chambre vient ensuite.

## **Promotion**

Outre les autres facteurs influant sur l'obtention d'une promotion (comme la représentation des électeurs et l'expérience passée), la plupart des députés disent que l'action parlementaire compte pour beaucoup, même si quelques-uns

pensent que ce qui se fait au Parlement n'est pas important à cet égard. Ceux-ci ont tendance à penser que les facteurs clés sont l'efficacité dans la collecte de fonds et dans l'appui au chef du parti en dehors du Parlement, ce qui voudrait dire que l'action parlementaire compte finalement pour très peu pour l'avancement. Cela dit, certains des députés affirmant que l'action parlementaire est un facteur important ont également commencé à mentionner les activités qui ne s'exercent pas « au Parlement » en soi, comme le réseautage ou la promotion d'une politique en dehors du Parlement. Invités à donner des précisions, ces répondants ont néanmoins mentionné aussi l'activité parlementaire, mais il est clair que ce n'est pas ce qui leur était venu spontanément à l'esprit. Quoi qu'il en soit, à la simple question de savoir combien compte l'action parlementaire, la grande majorité a semblé dire qu'elle est certainement importante, et la plupart des membres de ce groupe a mentionné certaines actions ou activités parlementaires précises.

Durant les entrevues, les députés ont eu plusieurs occasions d'indiquer les activités ou tribunes les plus importantes pour leur propre promotion ou celle de leurs collègues. La période des questions a souvent été mentionnée mais beaucoup ont aussi souligné, de manière plus générale, l'importance d'utiliser les médias à son profit. Évidemment, savoir se servir des médias pour défendre une politique ou son propre parti est un atout précieux en politique, comme l'explique ici la députée libérale Judy Sgro :

Savoir travailler avec les médias est important. C'est difficile d'obtenir de la couverture médiatique. Donc, si quelqu'un sait bien répondre aux questions des journalistes et retenir leur attention, c'est une autre compétence importante. On dépend très souvent des médias pour diffuser son message.

La mince ligne de démarcation entre le symbole et la substance n'est pas toujours très claire. La plupart des députés semble faire une distinction entre (1) obtenir l'attention nécessaire et (2) le théâtre parlementaire.

M<sup>me</sup> Sgro l'explique d'une manière semblable à beaucoup de ses collègues :

Très franchement, je n'aime pas la gesticulation parlementaire, qui me semble parfaitement bidon. Je n'aime pas ça. J'aime qu'il y ait plus de sincérité et moins de grandiloquence durant les 45 minutes de la période des questions.

Cela dit, la gesticulation joue un rôle dans ce que nous faisons pour attirer l'attention des médias. On ne peut pas les intéresser si l'on ne fait pas quelque chose de ridicule ou d'absurde, ou si l'on n'est pas excessif dans ses déclarations, parce que les médias jouent un rôle dans l'avancement de votre carrière et vous donnent l'occasion de vous faire remarquer. Tout est bon pour montrer qu'on a du talent.

Les députés ont aussi été invités à dire s'ils pensent qu'eux-mêmes ou des collègues ont été récompensés pour leur « gesticulation » ou ce qu'ils ont fait pour faire parler d'eux dans les médias. Cet échange avec Judy Wacyclycia-Leis est révélateur :

**JW** : Il faut espérer que le chef ne prend pas sa décision en se fondant uniquement sur le fait qu'un député fait régulièrement parler de lui dans la presse, a la répartie facile et peut faire la manchette. Je pense que...

**KB** : Vous pensez que c'est parfois le cas?

**JW** : Je pense que c'est parfois trop le cas. Et je pense qu'on provoque un certain ressentiment chez les membres de son caucus quand tout semble reposer sur le fait qu'on est très vite sur ses patins plutôt que sur le fait qu'on maîtrise très bien son sujet. C'est souvent le cas, et cela me ramène à mon expérience [provinciale] quand j'ai été nommée au Cabinet au début de ma carrière, il y a bien longtemps. Je venais d'être élue et j'avais un Premier ministre qui estimait que mes contacts dans la communauté étaient importants, tout comme mon esprit d'équipe et mes liens dans le parti. Il estimait que mes années de travail pour le parti dans la communauté étaient importantes. Il arrive donc parfois que le chef prenne sa décision sur la base de... En fait, les chefs prennent généralement leur décision sur la base de plusieurs facteurs. Parfois, on attache trop d'importance à cette sorte de starisation ...

Le député Keith Martin, qui a décidé de quitter la politique fédérale parce qu'il en avait plus qu'assez d'un sectarisme de plus en plus « enragé » et de l'absence de politiques innovatrices (Taber 2010a), a fait cette remarque : « Si le chef sait que vous êtes prêt à vous jeter dans le vide pour lui... j'exagère un peu, dans le vide politiquement parlant, disons, ça suffit pour faire la période des



questions. C'est ce genre de loyauté aveugle qu'on recherche. » (Entrevue du 22 octobre 2009.)

Un député conservateur (C3) s'est fait l'écho de ce sentiment en décrivant les critères les plus importants pour obtenir une promotion au sein du parti :

Premier critère : suivez-vous de près les désirs du chef? Deuxième critère : êtes-vous bon à la période des questions? Êtes-vous bon dans les deux langues officielles? Êtes-vous capable de répondre spontanément dans des tribunes différentes en diffusant exactement le message du chef?

En ce qui concerne l'importance des réponses aux questions au Parlement, et d'avoir des ministres qui en sont capables, j'ai demandé au député néo-démocrate Peter Stoffer si la période des questions est importante pour les ministres et si ceux-ci auraient été choisis s'ils n'avaient pas les compétences voulues pour cette tribune :

Non, parce que, si le ministre prend la parole à la période des questions, sous le regard avide de tous les journalistes, devant les gens de la galerie du public, et qu'il se plante, ce n'est pas bon. Quand il parle, c'est lui le visage du parti. S'il dit quelque chose qu'il n'aurait pas dû dire, comme c'est arrivé un jour à Art Eggleton... Oups, vous avez révélé une information confidentielle. Vous voyez alors tous les journalistes s'exciter comme des puces et se lever en masse pour tenir un point de presse, et c'est la curée. C'est comme jeter un bout de viande sanguinolent à des requins. » (Entrevue du 21 octobre 2009.)

Un député conservateur (C4) a fait un commentaire relativement négatif au sujet de ceux qui occupent le premier rang en Chambre en disant que beaucoup y sont simplement à des fins de représentation (régionale ou démographique) : « L'activité parlementaire compte pour environ 30 à 40 % dans une promotion, mais elle ne vaut rien sans les autres facteurs. Si ces facteurs jouent contre vous, votre performance en Chambre ou votre intelligence ne vous aideront pas... Le QI n'a rien à voir avec ça. » (Entrevue du 23 octobre 2010.)

En ce qui concerne le Cabinet, le même député s'est exclamé : « Mais bon sang, ils ne sont pas si brillants que ça... On [la direction du parti] peut les nommer ministres d'État de n'importe quoi simplement pour qu'ils soient au premier rang. »

Parlant des promotions de manière plus générale dans tous les partis politiques, un autre député conservateur (C5) répond ceci :

« Les points de presse sont importants, bien sûr, parce que c'est là qu'on se fait voir. C'est là qu'on existe. Vous pouvez bien faire un discours du tonnerre en Chambre mais, si la presse n'en parle pas, c'est comme si vous n'aviez rien dit. Je reprends mon exemple du théâtre... Vous pouvez bien être le meilleur acteur shakespearien dans le sous-sol d'une petite église de quartier mais, si on ne vous voit pas dans les médias modernes, c'est comme si vous n'existiez pas, même si vous êtes extraordinaire. Donc, oui, quand je parle des parlementaires, je pense que les médias jouent un rôle clé pour les amener là où ils sont. » (Entrevue du 21 avril 2010.)

Dans l'ensemble, considérant les réponses obtenues, les partis et les chefs semblent accorder beaucoup de poids à la présence et à la participation à la période des questions. Bien que certains députés s'efforcent actuellement de trouver des solutions pour en rehausser la qualité générale, d'autres cherchent des méthodes différentes pour valoriser d'autres activités. Ainsi, la députée libérale Carolyn Bennett mentionne les efforts déployés pour évaluer les députés en fonction d'une gamme plus large de critères (ce qui révèle que beaucoup d'activités ne sont actuellement pas valorisées). Elle évoque l'idée d'un « bulletin de notes parlementaire » dont avait discuté la Commission du changement du Parti libéral<sup>7</sup> :

Ça devait être un bulletin de notes ne portant pas seulement sur la présence aux comités et à la période des questions mais aussi sur une participation plus active à l'élaboration des politiques et à la vie du parti. Comment êtes-vous organisé dans la circonscription... Si vous êtes en ligne, êtes-vous régulièrement en contact avec la base du parti... Êtes-vous en mesure de recueillir de bonnes idées de toutes sortes de gens... [Le député conservateur] James Moore aurait apparemment dit à quelqu'un qu'on lui avait fait savoir, quand on lui a annoncé qu'il serait appelé au Cabinet, qu'on avait un gros

<sup>7</sup> Le rôle de la Commission du changement, présidée par M<sup>me</sup> Bennett et deux autres officiels du Parti libéral, était de « se concentrer sur le changement à long terme des stratégies de rapprochement du parti, de communication, de collecte de fonds, de définition des politiques et de préparation aux élections ». Voir : <http://www.liberal.ca/fr/salle-des-nouvelles/les-liberaux-annoncent-la-creation-de-la-commission-du-changement/>

dossier sur toutes les fois où il avait été hors message... c'est-à-dire qu'on suivait de très près le comportement des députés. Je ne pense pas que nous fassions la même chose mais on a le sentiment que beaucoup des choses que nous faisons du point de vue de l'action auprès des citoyens, des contacts avec la base, des relations avec les parties prenantes, de la collecte de bonnes idées en dehors du processus officiel d'élaboration des politiques... que c'est ça la vraie démocratie représentative...

[Au sujet du bulletin de notes parlementaire] : Nous en avons fait la suggestion, comme une chose qui pourrait se faire. Ainsi, simplement venir à la période des questions, participer aux votes et aller en comité, ce ne sont pas les seules choses qui sont importantes pour faire avancer notre programme... la manière dont nous sommes perçus comme parlementaires ou comme parti ». (Entrevue du 20 avril 2010.)

Bien qu'elle n'ait pas dit que les députés pensent que seuls les comportements symboliques ont de la valeur, M<sup>me</sup> Bennett laisse entendre qu'il y a relativement peu d'activités (dont la période des questions) qui retiennent actuellement beaucoup d'attention dans la journée d'un député. Elle suggère aussi, ce qui est peut être plus important, qu'une démocratie représentative efficace exige que les députés élargissent beaucoup leur champ d'action.

En ce qui concerne sa remarque sur le fait que les partis tiennent un dossier sur ce que font les députés, d'autres répondants pensent qu'on fait la même chose à leur sujet.

Un député conservateur (C2) a exprimé l'opinion suivante :  
Je pense qu'il y a quelque part un carnet à mon nom où l'on prend note de tous les votes auxquels j'ai participé, tous ceux que j'ai ratés, tous les jours de garde où j'ai été absent, combien de temps j'ai passé à me tourner les pouces au lieu de faire ce que j'étais censé faire, combien de fois j'ai répondu « présent »... Tout ça est pris en compte. Je ne sais pas quelle importance on y attache dans l'ordre global des choses mais je pense que ça fait partie du tout ».

Finalement, un député libéral (L3) résume ainsi l'entrevue concernant la valeur de l'activité symbolique par rapport à l'activité de fond, du point de vue de l'impact sur les promotions : « C'est deux tiers, un tiers, je suppose. Deux tiers de théâtre — savoir poser des questions percutantes [en PQ] — et un tiers de fond ».

Du côté des conservateurs, les réponses semblent différentes de celles des députés des autres partis car, comme ils sont au pouvoir, cela semble influencer sur leur opinion du théâtre à la Chambre. Les députés conservateurs n'ont pas tous répondu positivement au sujet de ce que certains considèrent comme une partisanerie symbolique excessive en Chambre. Par contre, ce qui est revenu fréquemment dans leurs réponses, c'est la difficulté que certains ont à contribuer aux débats de fond à cause du manque de temps. Cette réaction est évidemment plus prononcée si l'on ne pense pas que ces efforts sont très valorisés. Selon un député conservateur (C2) :

Dans l'opposition, on peut être très efficace, on peut demander des séances d'information aux ministères sur n'importe quelle question. Ils sont excellents à ce sujet. Si vous leur dites que vous voulez savoir quelque chose, ils vont venir vous le dire. C'est vraiment utile mais beaucoup de députés n'en profitent pas. Ils ne sont tout simplement pas intéressés.

On tombe très facilement dans la routine, ici. La plupart de nos députés font partie de deux comités, ce qui représente quatre réunions de deux heures par semaine. Autrement dit, deux heures sont déjà prises chaque jour de la semaine. La routine peut s'installer très facilement : vous allez à vos réunions du comité, vous allez à la réunion du caucus régional et national le mercredi, vous allez à la période des questions chaque jour, vous allez en Chambre pour les votes, et en soirée vous allez à une réception ou deux, et puis c'est tout. Comment diable pourriez-vous trouver le temps d'étudier un dossier à fond? Il est facile de se dire : 'J'en fais assez, je fais mon travail', et je suppose que c'est vrai mais, si vous êtes ambitieux et voulez gravir les échelons, vous devez faire plus.

Toutefois, malgré le désir de faire plus ou l'ambition d'avoir une promotion, tout indique que les députés accordent souvent la priorité à ce qui leur

permettra de participer et de bien faire à la période des questions ou de participer à des joutes oratoires symboliques reproduisant la période des questions.

Un membre du Cabinet du chef du BQ (dans l'échange ci-après) a mentionné précisément le genre de facteurs qui déterminent l'obtention d'un poste de critique parlementaire. Après avoir clairement noté que de nombreux facteurs entrent dans le processus de décision, cette personne a indiqué que la performance en Chambre est un critère de promotion important :

**BQ** : Nous analysons chaque jour la performance des députés. Ce qu'ils font bien, ce qu'ils font mal, s'ils ont les bons instincts. Quand il faudra prendre la décision, j'aurai tout ça en tête.

**KB** : Donc, les bons points et les mauvais points. Pouvez-vous leur donner les étiquettes? Que cherchez-vous précisément? Y a-t-il certaines choses qui passent avant d'autres?

**BQ** : Eh bien, l'agilité intellectuelle. Certaines personnes ont l'esprit très vif. C'est une qualité prisée en politique.

**KB** : Y a-t-il certaines tribunes auxquelles vous prêtez plus attention, comme la période des questions, les comités, les activités privées du député? Parmi toutes les tribunes parlementaires où l'on peut débattre ou proposer des politiques publiques, y en a-t-il certaines dont vous tenez plus compte que d'autres?

**BQ** : La période des questions, bien sûr. La période des questions, et aussi sa préparation, qui permet de juger la performance et le talent de communicateur, mais il y a aussi d'autres sessions comme les réunions de préparation de la PQ [le matin] auxquelles les députés peuvent assister s'ils le veulent pour proposer une question. (Entrevue du 21 avril 2010.)

Le respect accordé à la performance durant la période des questions a aussi été mis en relief par le secrétaire parlementaire (C1) déjà cité :

**C1** : Il est généralement admis qu'il y a de bons orateurs des deux côtés, et ils sont respectés des deux côtés.

**KB** : Quand vous parlez de bons orateurs, vous voulez dire...

**C1** : Je veux dire des gens qui sont sincères et qui posent de bonnes questions, pas des questions frivoles. Et parfois, voyez-vous, on accorde le même respect à des gens qui sont en réalité de maudits bons acteurs.

**KB** : Avez-vous le sentiment qu'il y a certains députés qui poursuivent leur carrière dans ces deux voies différentes?

**C1** : Oui.

Invité à dire si l'obtention d'un poste de critique ou une place au premier rang à la Chambre dépend de « votre talent d'acteur, votre aptitude à jouer un rôle », un député conservateur (C5) répond sans ambages : « Absolument ! ».

Certains députés ont une réaction beaucoup plus négative que ne le laissent penser les échanges ci-dessus. Ainsi, au sujet des caractéristiques prisées pour avoir de l'avancement, Keith Martin répond ceci :

[Certaines] caractéristiques qu'ils possèdent sont féroce­ment partisans et, si le député s'est montré particulièrement apte à trouver des failles chez ses adversaires politiques, parce qu'ils ont vraiment fauté quelque part, ou à exagérer la nature de l'autre parti, les erreurs réelles ou imaginaires d'un adversaire, ce sont là des qualités qui sont très appréciées et il aura de bonnes chances de gravir les échelons.

Le commentaire de Carolyn Bennett à ce sujet n'était pas tout à fait aussi négatif que celui de M. Martin, bien qu'elle ait exprimé un avis semblable sur les messages que reçoivent les députés au sujet de la manière de faire avancer leur carrière.

Ce qui m'embête, au Canada, c'est qu'on finit par se retrouver avec tout ce « carriérisme » qui est interprété comme de la discipline de parti alors que ça a presque plutôt pour effet de paralyser les gens. Ils en arrivent presque à ne plus pouvoir faire leur travail parce qu'ils veulent donner l'impression que ce sont de bons petits garçons ou de bonnes petites filles. Ils se retrouveront un jour au Cabinet. Je pense donc qu'il y a des messages très divergents là-dedans.

Il y a inévitablement, et ça ne saurait surprendre, une différence partisane dans la manière dont les députés du gouvernement et ceux de l'opposition se

perçoivent mutuellement. Un député conservateur (C2) a tenu à dire que même les ministres les plus sectaires — certains ont été identifiés par les députés de l'opposition comme étant presque toujours dans le mode théâtral et adversaire — font preuve de leur sérieux et de leur compétence dans d'autres tribunes que la période des questions. Il a aussi précisé que faire du théâtre au Parlement ne suffit pas pour atteindre un poste élevé, bien que sa déclaration ci-après semble indiquer que c'est un élément important :

Le théâtre, c'est 45 minutes par jour. Le reste du temps, ce n'est plus du théâtre. Certains députés — de n'importe quel parti — vont faire un discours de 10 ou 20 minutes sur le projet de loi dont on discute. Il y aura après 5 ou 10 minutes de questions, selon la longueur du discours, et ils essaieront peut-être un peu de se mordre les mollets mais, dans l'ensemble, ça n'arrive pas... Ces 45 minutes où l'on crie comme des damnés presque chaque jour, ça ne sert à rien. C'est la période des questions! On pose des questions mais on reçoit très peu de réponses. Bien sûr, les médias diront ensuite que ce sont des confrontations lamentables, mais ce sont eux qui en font tout un plat. Vous savez, ils ne parleront pas de vous s'ils ne vous ont pas vu hurler contre quelqu'un à la période des questions. C'est ce qu'il faut faire pour passer à la télé ou faire la manchette des journaux, mais le vrai travail difficile qui se fait en coulisses, on en parle rarement...

On dit que la qualité des débats a baissé au cours des années. D'après moi, c'est seulement quand les caméras sont entrées en Chambre que c'est devenu du théâtre...

Ceux qui en font le plus sont faciles à repérer, on peut voir qu'ils se sont entraînés devant leur miroir à la maison.

Plusieurs députés libéraux ont exprimé un certain mépris de ce talent oratoire excessivement féroce, certains affirmant qu'on le trouve surtout sur les bancs conservateurs. Certains disent également que ce talent a pu jouer un rôle important dans le positionnement de certains ministres. En même temps, M<sup>me</sup> Bennett, dans sa déclaration, a minimisé le rôle des ministres actuels en matière d'élaboration des politiques. Le nom de John Baird (alors ministre des Transports et aujourd'hui leader du gouvernement en Chambre) est revenu plus

d'une fois sur le tapis dans ce contexte (voir aussi Pearson 2010). Les talents de M. Baird, personnalité manifestement en vue de par ses fonctions et son profil, sont perçus très différemment par les députés qui lui font face en Chambre. Selon M<sup>me</sup> Bennett :

Un « cheval de cirque » ayant démontré qu'il a fait très peu de travail utile se voit finalement confier certaines tâches, mais on ne lui fait pas vraiment confiance... Je ne sais pas vraiment comment ces personnes sont choisies pour le Cabinet, parce que c'est trop important. Mais je dois dire — pour le Cabinet actuel, je ne sais pas. De toute façon, comme c'est le Premier ministre qui décide tout, quelle importance ça peut avoir qui est ministre? Ce qui s'est passé, avec le remaniement, c'est qu'on a mis [le ministre des transports John Baird] et tous les chevaux de cirque dans tous les postes importants. Leur rôle consiste à faire de l'embobinage et du massage de messages, pas à concevoir de brillantes politiques publiques, puisque c'est seulement le Premier ministre qui s'occupe de ça. Pour les dossiers chauds, vous voulez un bon communicateur. J'ai l'impression que c'est comme ça qu'il a choisi.

Peu après cette entrevue, John Baird a été nommé leader du gouvernement en Chambre pour les conservateurs. Quelques jours plus tard, le Parti libéral a changé un certain nombre de membres du Cabinet fantôme. Selon Jane Taber, du *Globe and Mail*, on a jugé que le chef Libéral, Michael Ignatieff, avait placé ses députés les plus « virulents » aux postes-clés. Le nouveau leader en Chambre des libéraux, David McGuinty, « qui est pugnace et connu pour ses talents de roquet aux Communes — fera face au nouveau leader du gouvernement en Chambre, John Baird ». (Taber 2010b)

Bien que les articles du *Globe* semblent suivre la manière générale dont les médias couvrent la Chambre — c'est-à-dire en privilégiant l'agression et la confrontation —, il semble que dans ce cas au moins le Parti libéral souhaitait faire connaître la nouvelle attitude qu'il venait d'adopter. Selon un représentant du Cabinet du chef libéral, cité dans l'article :



« Il nous fallait envoyer un signal à ces types-là. S'ils veulent jouer franc-jeu, nous jouerons franc-jeu. S'ils veulent jouer dur, qu'ils fassent attention à qui ils ont en face ! Les libéraux ne vont pas se mettre à plat ventre.

« On nous a reproché dans le passé d'être passifs, d'être mous, trop timides. Eh bien, si la nomination de David [McGuinty] envoie un signal différent, tant mieux! » (Taber 2010b)

Quoi qu'il en soit, tous les députés ne partagent pas nécessairement l'impression que certains de leurs collègues, comme Baird, sont simplement agressifs. Selon un député conservateur (C2) :

« Écoutez, John Baird ne s'est pas simplement levé en Chambre pour mitrailler tout le monde. C'est simplement qu'il a un don. Ce qu'il dit n'a souvent pas de sens, et il emploie souvent un langage incendiaire, mais il peut faire face à n'importe qui à la Chambre des communes et engager la confrontation. Cela en fait-il un meilleur ministre des Transports? Non, je ne crois pas. Est-il ministre des Transports à cause de cela? Je pense qu'il est ministre des Transports parce que c'est un bon communicateur et qu'il est très compétent. Voyez-vous, si vous lui envoyez une lettre pour lui dire que vous avez tel ou tel problème, c'est le genre de ministre qui organisera une petite réunion avec vous, qui aura pris la peine d'obtenir un briefing et qui aura de la documentation pour justifier sa position. S'il ne veut pas d'autre contribution de votre part, il saura au moins quelle est votre préoccupation et il vous aura répondu. Il est vraiment étonnant... Donc, je pense que le Premier Ministre a très vite compris que ce type-là sait faire, qu'il a la compétence pour bien gérer le ministère. »

M<sup>me</sup> Jennings a comparé les divers chefs politiques qu'elle a connus au cours de ses années au Parlement et a constaté que chacun accordait la priorité à des compétences différentes. Dans le cas présent, elle parlait du choix du ministre conservateur de la Justice, Vic Toews. Elle a aussi évoqué l'utilisation en campagne électorale des « dix-pour-cent » — les messages que n'importe quel député peut envoyer à dix pour cent des foyers de n'importe quelle circonscription, pas seulement la sienne. On a récemment changé les règles au

sujet de ces messages parce qu'on a jugé qu'on en avait abusé à des fins partisans.

**MJ** : Voyez-vous, si j'ai travaillé à côté d'un député d'un autre parti pendant cinq ans dans divers comités et que nous avons établi une relation collégiale, empreinte de respect, même si nous avons des vues politiques différentes, et qu'il envoie ensuite un dix-pour-cent dans ma circonscription en ayant pris certaines de mes déclarations complètement en dehors de leur contexte pour m'attaquer, mon attitude à son égard et à l'égard de son parti changera radicalement. Évidemment, si son chef tient compte avant tout non pas du travail acharné des députés, de leur valeur, de leurs compétences interpersonnelles, mais plutôt du fait qu'ils sont prêts à faire n'importe quoi pour marquer des points et démolir leurs adversaires, ces gens-là seront évidemment très prisés. Ce n'est pas par hasard que Vic Toews est devenu ministre. C'est l'un des pires pour ça.

**KB** : Diriez-vous qu'on récompense ceux qui ont un comportement agressif envers leurs adversaires politiques, au moins au parti conservateur?

**MJ** : Absolument.

**KB** : Et que c'est un facteur de promotion?

**MJ** : Tout à fait. (Entrevue du 21 avril 2010.)

Tous les députés ne partagent cependant pas cet avis, et ce n'est pas seulement une question de sectarisme politique. Rodger Cuzner estime que c'est surtout pour les partis d'opposition que la confrontation est importante, et il ajoute même que le Parti libéral a peut-être besoin d'un plus grand nombre de députés possédant ce genre de talent.

**RC** : À mon avis, le simple fait d'être agressif ou d'être politiquement très sectaire n'ouvre pas nécessairement la porte à des responsabilités importantes une fois que vous formez le gouvernement. Je ne le crois pas.

**KB** : Mais ça contribue peut-être à l'obtention d'un siège au premier rang dans l'opposition?

**RC** : Oui.

Il y a donc clairement des divergences d'opinion sur cette question. Les députés ont des positions légèrement différentes en partie à cause de ce qu'ils

pensent des autres partis, et cela s'explique peut-être par les relations différentes qu'ils ont eues dans le passé avec certaines personnes. Généralement, ils semblent considérer qu'avoir un comportement agressif ou virulent est un critère de promotion quand on est dans l'opposition mais, là encore, certains voient cela différemment selon le parti dont il s'agit. Certains estiment aussi que ce genre de comportement contribue à l'obtention d'une promotion au sein du gouvernement mais, dans ce cas, cette opinion semble reliée au gouvernement conservateur actuel, si l'on en croit les entrevues. Ce qui semble toutefois assez clair, c'est que la plupart des participants estiment qu'on accorde une priorité importante au comportement symbolique dans au moins l'un des partis parlementaires, que ce soit le leur ou un autre.

## **Conclusion**

Les points de vue exprimés apportent un certain nombre de réponses importantes à la question examinée, qui est de savoir si les députés sont guidés par une structure d'incitation qui accorde la priorité aux comportements symboliques. Premièrement, les actions contradictoires symboliques sont considérées comme étant importantes et il est évident que beaucoup de députés leur accordent la priorité, même si quelques-uns laissent entendre que ces actions ne présentent guère d'intérêt. Deuxièmement, et plus important sans doute, certains députés expliquent que le symbolisme est plus important que la substance, ou que les députés mettent l'accent sur des actions symboliques au détriment d'autres aspects de la gouvernance et de la représentation parlementaires. Tous les députés ne partagent évidemment pas cette opinion. Bon nombre déclarent qu'il existe un équilibre entre les deux et certains, que les députés ne vont pas loin avec leurs seules qualités d'acteur.

La plupart des députés estiment que le théâtre est important pour avancer dans une carrière politique et quand bien même cela est parfois suggéré en termes assez partisans, certains laissent aussi entendre qu'eux-mêmes et d'autres députés de leur parti y pensent. Là encore, ce point de vue n'a pas été exprimé par toutes les personnes interrogées et les réponses variaient sensiblement. Ce qui est

frappant, cependant, c'est l'affectation même de ressources à la période des questions qui semble très importante pour cette tribune de la Chambre.

En général, et cela n'apparaît pas beaucoup dans les citations ci-dessus, les réponses des députés sont également contrastées à la question de savoir si la négativité et, plus particulièrement, les attaques négatives sont en augmentation ou si elles représentent un problème particulier. Il est à noter que nombre de députés continuent de dire qu'il est nécessaire d'apparaître dans les médias pour se faire connaître, et la plupart expliquent que plus l'on recherche la confrontation, plus l'on se montre négatif et plus on a de chances d'y arriver. Certains sont d'avis que le statut minoritaire (pendant la 40<sup>e</sup> législature) a eu une incidence sur le degré de négativité, alors que d'autres estiment que toute augmentation de cette forme de politique symbolique tient au rôle de certains partis ou leaders (dans les deux cas, jamais le sien). Cependant, certains disent que pas grand-chose n'a changé à cet égard, du moins au cours des dernières années. D'autres voient peu de changement dans la nature symbolique, ou négative, du débat parlementaire, mais s'inquiètent plutôt du fait que toutes les interactions sont dictées par les partis politiques et de ce que les initiatives et points de vue présentés à la Chambre par les députés sont de plus en plus éclipsés et sous-évalués à cause de la rédaction des déclarations par la direction des partis.

Non seulement semble-t-il, au fil des ans, que la PQ retient plus l'attention (symboliquement, pas du point de vue de la substance), mais apparemment aussi, l'attention des médias et sa nature renforcent le pouvoir des chefs de parti aux dépens des autres députés. La PQ est, avant tout, un moment où les leaders posent les premières questions, et contrôlent aussi qui peut en poser après eux. C'est un moyen de plus pour eux de renforcer leur pouvoir, et les députés doivent chercher à gagner leur faveur afin de gagner en notoriété et en influence.

Parallèlement, il y a une envie de changement chez bon nombre des parlementaires actuels. Comme il est souligné plus haut, certains partis ont cherché sans guère de résultats à modifier les comportements à la PQ au Parlement canadien. Les députés élus sous la bannière du Parti réformiste parlent de pressions exercées sur eux pour qu'ils respectent une norme de comportement

parlementaire à cette époque. Les députés actuels parlent de pressions exercées pour qu'ils respectent une norme de comportement parlementaire inférieure – ce qui semble assez paradoxal, étant donné que certains de ces députés critiquent d'anciens députés réformistes. Globalement, bien des députés laissent entendre que le système de débat actuel à la Chambre pose des problèmes. Pour ce qui est de la PQ plus particulièrement, la motion des députés 517, déposée en mai 2010 par le député conservateur Michael Chong, visait à ce qu'un comité du Parlement propose des solutions pour rendre la PQ plus efficace sur le fond, ce qui suppose :

(i) améliorer le décorum et renforcer la discipline que peut exercer le Président pour rehausser la dignité et l'autorité de la Chambre, (ii) allonger le temps alloué aux questions comme aux réponses, (iii) revoir la convention suivant laquelle le ministre questionné n'est pas tenu de répondre, (iv) attribuer chaque jour la moitié des questions à des députés dont le nom et l'ordre de prise de parole seraient choisis au hasard, (v) vouer le mercredi exclusivement aux questions destinées au Premier ministre, (vi) vouer les lundi, mardi, jeudi et vendredi aux questions destinées aux ministres autres que le Premier ministre d'une manière qui oblige les ministres à être présents deux jours sur les quatre pour répondre aux questions concernant leur portefeuille selon un calendrier publié soumis à rotation et assurant une répartition équitable des ministres sur les quatre jours (citation tirée de Chong *et al.*, 2010: 2).

La Chambre a adopté cette motion le 6 octobre 2010. Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a alors été chargé d'examiner ces questions et de formuler des recommandations en ce qui concerne ces modifications et leur mise en œuvre. Cependant, aucune recommandation n'a été formulée avant la dissolution de la 40<sup>e</sup> législature et rien ne dit qu'un examen se poursuivra durant la 41<sup>e</sup> législature. L'adoption de cette motion donne certes un aperçu des valeurs des députés qui souhaitent rendre le débat plus civil et spontané à la Chambre, mais il n'est pas certain que les parlementaires s'adapteront à leurs propres règles.

Au début de la 41<sup>e</sup> législature, la première où le NPD occupera les fonctions d'Opposition officielle, le chef de ce parti, M. Jack Layton, s'engagera à

rendre le débat parlementaire de nouveau courtois, du moins dans ses propres rangs. L'engagement fournit assurément un point de départ intéressant pour observer la période des questions et d'autres contextes parlementaires à court terme. Une stratégie qui fait la part plus belle à la substance dans les questions parlementaires et écarte le chahut et les quolibets peut-elle réussir politiquement?

Les autres acteurs qui comptent dans ce processus sont les médias et, par extension, les citoyens qui suivent ce qui se passe à la Chambre. Un éditorialiste assimile le débat sur les mauvais comportements au Parlement à celui sur les bagarres au hockey – « où tout le monde réproouve mais regarde quand même » (Ibbitson, 2010).

Si l'on veut changer le Parlement, toutefois, les médias ont une part de responsabilité élevée dans le processus. Autrement dit, les députés et les partis ne parviendront pas à en changer le ton et la nature si les médias continuent de récompenser certains types de comportement et à en éviter d'autres d'une manière qui renforce la négativité et les débats symboliques. D'après l'ancien leader du gouvernement à la Chambre Jay Hill :

Les médias vont devoir eux aussi y jouer un rôle. Au lieu de faire en quelque sorte des héros populaires de ceux qui sont expulsés de la Chambre, il faudrait les fustiger pour leur immaturité et les montrer du doigt pour leur comportement inacceptable dans une carrière politique (Hill, 2010: 6).

Tant que les députés ne se verront pas récompensés lorsqu'ils posent des questions pertinentes, ils n'en poseront pas, et il en va de même des réponses que donne le gouvernement. Il est difficile d'imaginer, cependant, étant donné la tendance dans les mass media et la couverture qu'ils font de l'actualité qu'ils prendront l'initiative d'un changement à cet égard. Il est vrai que si les citoyens ne souhaitent pas voir apporter de changements à leur Parlement, il est bien moins probable qu'il s'en produise. Il s'agit, cependant, à la fois d'une question de mobilisation des citoyens et de pertinence parlementaire, qui se pose inévitablement comme celle de la poule et de l'œuf. Si le Parlement manque de pertinence, il est peu probable que les gens s'intéressent à ce qu'il fait (ou à ce

qu'il peut devenir). En même temps, si les gens ne se mobilisent toujours pas, les députés élus n'ont pas de raison de réclamer des changements. Les premiers mois de la 41<sup>e</sup> législature offrent quelque espoir, mais seul le temps dira si les parlementaires et les médias s'engagent envers cette première étape et, si tel est le cas, si les citoyens leur emboîtent le pas.

## Bibliographie

- Aiken, Gordon. *The backbencher: trials and tribulations of a Member of Parliament*, Toronto, McClelland and Stewart, 1974.
- Ansolabehere, Stephen et Shanto Iyengar. *Going Negative: How Political Advertisements Shrink and Polarize the Electorate*, New York, The Free Press, 1997.
- Atkinson, Michael. Policy Interests of Provincial Backbenchers and the Effects of Political Ambition, *Legislative Studies Quarterly* 3 (4):629-645, 1978.
- Baum, Matthew. Sex, Lies, and War: How Soft News Brings Foreign Policy to the Inattentive Public, *American Political Science Review*, 96 (1): 91-109, 2002.
- Blidook, Kelly et Matthew Kerby. Constituency influence on 'constituency members': The adaptability of roles to electoral realities in the Canadian case, *Journal of Legislative Studies* (à paraître).
- Capella, Joseph N. et Kathleen Hall Jamieson. *Spiral of Cynicism: The Press and the Public Good*, New York, Oxford University Press, 1997.
- Carty, R. Kenneth, Lisa Young et William P. Cross. *Rebuilding Canadian party politics*, Vancouver, UBC Press, 2000.
- Chester, Daniel N. et Nona Bowring. *Questions in Parliament*, Oxford, Clarendon Press, 1962.
- Chong, Michael. [Make MPs participants, not spectators](#), *The Globe and Mail*, 20 septembre 2010, interrogé le 21 septembre 2010.
- Chong, Michael. Rethinking Question Period and Debate in the House of Commons, *Canadian Parliamentary Review*, 31 (3): 5-7, 2008.
- Chong, Michael, Libby Davies, Marlene Jennings, Mario Laframboise et Tom Lukiwski. What to do about Question Period: A Roundtable. *Canadian Parliamentary Review*, 33 (3): 2-8, 2010.
- Crimmins, James E. et Paul Nesbitt-Larking. Canadian Prime Ministers in the House of Commons, *Journal of Legislative Studies* 2(3): 145-71, 1996.
- Dalton, Russell. *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion in Political Support in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2004.
- Dalton, Russell J. et Martin P. Wattenberg. *Parties without partisans: political change in advanced industrial democracies*, Oxford, Oxford University Press (New York), 2000.
- Docherty, David Campbell. *Mr. Smith goes to Ottawa : life in the House of Commons*, Vancouver, UBC Press, 1997.
- . *Legislatures*. Vancouver, UBC Press, 2005.
- Franklin, Mark N. et Philip Norton (sous la dir.). *Parliamentary Questions*, Oxford, Oxford University Press, 1993.



- Franks, C. E. S. *The Parliament of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1987.
- Hall, Richard L. *Participation in Congress*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1996.
- Hibbing, John R. et Elizabeth Theiss-Morse. *Stealth Democracy: Americans' Beliefs about How Government Should Work*, Cambridge University Press, 2002.
- Hill, Jay. Reflections on Reforming Question Period, *Canadian Parliamentary Review*, 33 (4): 4-6, 2010.
- Hockin, Thomas A. The Loyal Opposition in Canada: An Introduction to its Ideal Roles and their Practical Implementation for Representative and Responsible Government, mémoire de doctorat, Department of Government, Université Harvard, Cambridge (MA), 1966.
- Hockin, Thomas A. Adversary Politics and Some Functions of the Canadian House of Commons (3<sup>e</sup> éd.), Canadian political process / [compilé par] Richard Schultz, Orest M. Kruhlik, John C. Terry, Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada, 1979.
- Howe, Paul et David Northrup. Strengthening Canadian Democracy: The views of Canadians, *Policy Matters*, 1:1-104, 2000.
- Howlett, Michael. Predictable and Unpredictable Policy Windows: Institutional and Exogenous Correlates of Canadian Federal Agenda-Setting, *Canadian Journal of Political Science* 31(3): 495-524, 1998.
- Hoy, Claire. *Margin of Error: Pollsters and the Manipulation of Canadian Politics*, Toronto, Key Porter Books, 1989.
- Ibbitson, John. [Heckling, Howling and Hijinks](#), *The Globe and Mail*, 16 septembre 2010, interrogé le 15 décembre 2010.
- Jacobs, Lawrence R. et Robert Y. Shapiro. *Politicians Don't Pander: Political Manipulation and the Loss of Democratic Responsiveness*, University of Chicago Press, 2000.
- Kam, Christopher. Do Ideological Preferences Explain Parliamentary Behavior? Evidence from Great Britain and Canada, *The Journal of Legislative Studies* 7 (4):89-126, 2001.
- Kerby, Matthew et Kelly Blidook. It's Not You, It's Me: Determinants of Voluntary Legislative Turnover in Canada, *Legislative Studies Quarterly* (à paraître).
- King, Anthony. *Running Scared*, New York, Free Press, 1997.
- Manin, Bernard. *Principles of Representative Government*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- Manning, Preston. The answer to our unruly Question Period?, *The Globe and Mail*, vendredi 21 mai 2010 (A13).

- Nevitte, Neil. *The decline of deference : Canadian value change in cross-national perspective*, Peterborough (Ont.), Broadview Press, 1996.
- Norris, Pippa. *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*, Cambridge University Press, 2003.
- O'Brien, Audrey et Marc Bosc (sous la dir.). *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, 2<sup>e</sup> éd., Chambre des communes, 2009.
- Pearson, Glen. Some Personal Thoughts on Question Period, *Canadian Parliamentary Review*, 33 (4): 2-3, 2010.
- Penner, Erin, Kelly Blidook et Stuart Soroka. Legislative priorities and public opinion: representation of partisan agendas in the Canadian House of Commons, *Journal of European Public Policy* 13 (7):1006-1020, 2006.
- Pharr, Susan et Robert Putnam (sous la dir.). *Disaffected Democracies: What's troubling the Trilateral Countries?* Princeton University Press, 2000.
- Prior, Markus. News vs. Entertainment: How Increasing Media Choice Widens Gaps in Political Knowledge and Turnout, *American Journal of Political Science*, 49 (3): 577-592, 2005.
- Savoie, Donald J. *Governing from the centre : the concentration of power in Canadian politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1999.
- Smith, David E. *The People's House of Commons: Theories of Democracy in Contention*, University of Toronto Press, Toronto, 2007.
- Smith, Jennifer. Democracy and the Canadian House of Commons at the millennium, *Canadian Public Administration* 42 (4):398-421, 1999.
- Soroka, Stuart Neil. *Agenda-setting dynamics in Canada*, Vancouver, UBC Press, 2002a.
- . Issue Attributes and Agenda-Setting by Media, the Public and Policymakers in Canada, *International Journal of a Public Opinion Research* 14(3): 264-285, 2002b.
- Soroka, Stuart, N., Erin Penner et Kelly Blidook. Constituency Influence in Parliament, *Canadian Journal of Political Science* 42 (3):563-91, 2009.
- Soroka, Stuart N. et Christopher Wlezien. *Degrees of Democracy*, Cambridge University Press, New York, 2010.
- Taber, Jane. [Keith Martin knows he can accomplish more off the Hill](#), *The Globe and Mail*, 10 novembre 2010, interrogé le 6 décembre 2010, 2010a.
- Taber, Jane. [Liberals unleash David McGuinty on John Baird](#), *The Globe and Mail*, 7 septembre 2010, interrogé le 7 septembre 2010, 2010b.